

ALTERNATIVE

libertaire



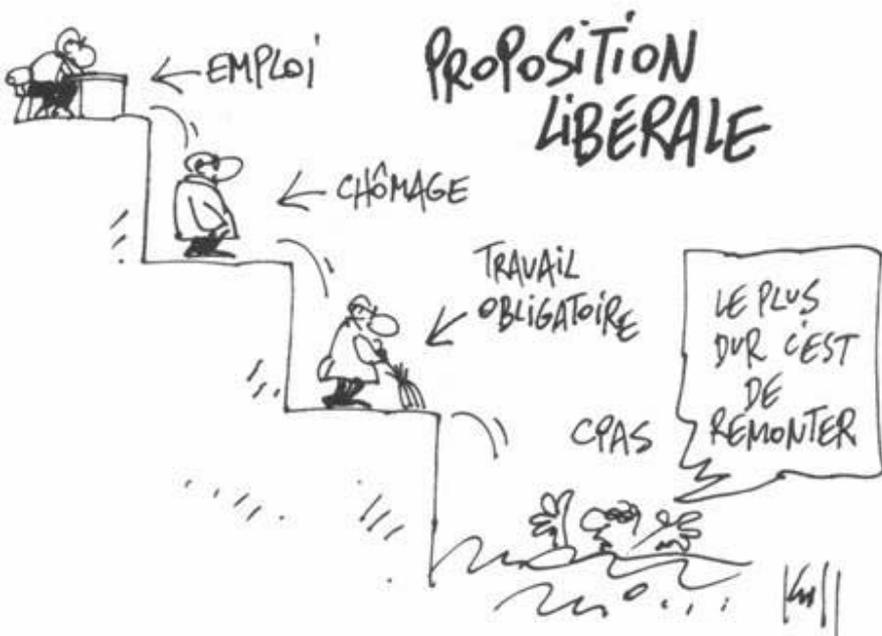
14-250 MAI 2002



1er MAI - Fête des esclaves

SommairE

- ★ [Editorial](#) 3
- ★ Dossier 1er mai
 - [Historique du 1er mai](#)..... 4
 - [Nos fesses ne sont pas les leurs](#)..... 7
 - [Déclaration de Ravachol lors de son procès \(1892\)](#)..... 8
 - [Chômeurs heureux](#) 10
 - ★ [Et l'Italie s'arrêta](#) 15
 - ★ [Le train quotidien](#) 16
 - ★ [Le conseil des ministres de Barcelone](#) 17
 - ★ [Deux soirées de soutien](#) 19
 - ★ [La C.A.T.](#) 20
 - ★ Dossier Palestine
 - [Refusons la guerre désertons le capitalisme](#)..... 21
 - [Témoignage: chronique de la mission civile internationale de protection du peuple palestinien](#)..... 22
 - [Palestine... vers la solution finale ?](#)..... 23
 - [L'Horreur ethnocratique Trois questions sur le Moyen-Orient](#) 25
 - [Du coté de la gauche israélienne](#) 27
 - ★ [Nuit de pâques](#) 29
- ★ [Pas de quartier pour les fachos, les idées racistes, sécuritaires et libérales](#)32



Editorial

Deux dossiers d'actualité couvrent l'essentiel du journal de ce mois. D'abord, le 1er mai est toujours pour nous une bonne occasion de désacraliser le travail et d'en repenser la finalité, tout en dénonçant les conditions de plus en plus mauvaises

dans lesquelles on est obligé de l'exercer. C'est aussi et surtout l'occasion de rappeler pour quelle société nous luttons: une société débarrassée des exploiters et des fauteurs de misère, une société où serait mise en commun la production nécessaire à la vie, et qui laisserait la plus grande place possible au développement libre et créatif de tout ce qui fait pour chacun le goût de la vie elle-même.

Mais en attendant, c'est l'impérialisme économique et politique qui règne partout, créant la guerre, la domination, le massacre. Nous publions donc plusieurs articles sur la situation en Palestine, la plupart écrits par des anarchistes, ce qui n'empêche pas des réactions et des points de vue parfois différents. Une position cependant est unanime: à court terme nous devons tout mettre en œuvre pour faire cesser immédiatement les souffrances de la population palestinienne (et si je n'ajoute pas "et de la population israélienne", c'est parce que l'arrêt de la colonisation sanglante fera de lui-même cesser ces actes désespérés mais injustes que sont les attentats-suicides). Pour ce faire, un retrait de l'armée israélienne des villes et des camps récemment saccagés ne suffit pas, il faut exiger l'application des résolutions de l'ONU, auxquelles il n'y a aucune raison que, seul parmi tous, cet état continue à déroger tranquillement.

A plus long terme, le fait que les Palestiniens revendiquent une structure étatique à forte identification ethnique et religieuse n'a rien pour nous enchanter, mais dans l'organisation mondiale actuelle c'est la seule manière de les protéger pour qu'ils puissent se (re)construire économiquement, socialement, culturellement. Nous aurons toujours à dénoncer le communautarisme, celui-là même qui cause partout dans le monde des agressions contre les juifs, comme s'ils étaient tous solidaires de la politique de Sharon alors que même les Israéliens ne la soutiennent pas unanimement. Le phénomène est bien connu: quand la colère se découvre impuissante contre son adversaire réel, elle s'invente un bouc-émissaire facile à attaquer. Mais comment échapper à l'impuissance? C'est ce que nous devons chercher inlassablement en exerçant toutes les pressions possibles, en répandant des positions pacifistes et véritablement autonomistes, en montrant par tous les moyens que d'autres relations sont possibles, entre les peuples comme entre les individus.

Un dernier mot: AL est un journal d'opinions, qui dépend de sources d'information extérieures. Tous ses lecteurs n'approuveront sans doute pas tout ce qui y est écrit, et c'est pourquoi nous les invitons à réagir, à apporter des informations, à imaginer des actions possibles.



★ Annick

Tous les dessins de Kroll sont issus de son livre *C'est pour offrir ?* (éditions Luc Pire, 1995)

Historique du 1er mai



Qu'elle soit interdite ou fériée, cette journée de luttes internationale puise son origine dans l'histoire du mouvement anarchiste, ce qui, au-delà des simples revendications, lui confère une véritable quête d'émancipation et de liberté.

Le samedi 1er mai 1886, à Chicago : cette date fixée par les syndicats américains et le journal anarchiste "The Alarm" afin d'organiser un mouvement revendicatif pour la journée de 8 heures, aura des conséquences inattendues pour la classe ouvrière internationale. La grève, suivie par 340 000 salariés, paralyse près de 12 000 usines à travers les USA. Le mouvement se poursuit les jours suivants; le 3 mai, à Chicago, un meeting se tient près des usines Mc Cormick.

Des affrontements ont lieu avec les "jaunes" et la police tire sur la foule, provoquant la mort de plusieurs ouvriers. Le 4 mai, tout Chicago est en grève et un grand rassemblement est prévu à Haymarket dans la soirée. Alors que celui-ci se termine, la police charge les derniers manifestants. C'est à ce moment là qu'une bombe est jetée sur les policiers, qui ripostent en tirant. Le bilan se solde par une douzaine de morts, dont 7 policiers. Cela déclenche l'hystérie de la presse bourgeoise et la proclamation de la loi martiale. La police arrête 8 anarchistes, dont deux seulement étaient présents au moment de l'explosion. Mais qu'importe leur innocence; un procès, commencé le 21 juin 1886, en condamne 5 à mort; malgré l'agitation internationale, ils seront pendus le 11 novembre, sauf Lingg qui se suicidera la veille, dans sa cellule.

Trois ans plus tard, en 1889, le congrès de l'Internationale Socialiste réuni à Paris décidera de consacrer chaque année la date du 1er mai : journée de lutte à travers le monde.

Le "1er mai" sera d'abord récupéré par la révolution bolchevique, puis par les nazis, et enfin par le régime de Vichy qui le transformera en "Fête du travail", sans jamais réussir totalement à lui enlever son origine libertaire.

Le 1er mai 1890, à Vienne (département de l'Isère), la population ouvrière répondant à l'appel des anarchistes Louise Michel, Eugène Thennevin, et Pierre Martin descend dans les rues pour inciter ceux qui travaillent à se mettre en grève. Le cortège arborant drapeaux rouges et drapeaux noirs et chantant "la Carmagnole" ne tarde pas à se heurter aux "forces de l'ordre". Des barricades sont érigées, l'usine d'un patron du textile est pillée, mais les meneurs sont arrêtés. Des grèves spontanées se poursuivront durant une semaine.

De nombreux 1er mai seront marqués par des événements tragiques, comme à Fourmie (France) en 1891, où l'armée tira sur la foule, faisant 10 morts parmi les manifestants.

Le 1er mai 1907, à Paris, durant la manifestation, l'anarchiste russe Jacob LAW, né à Balta en 1887, tire 5 coups de revolver du haut de l'impériale d'un autobus sur les cuirassiers. Arrêté, il sera condamné à 15 ans de bagne en Guyane, d'où il sera libéré le 10 mai 1924. Toujours anarchiste, il publiera, en 1926, ses souvenirs : "Dix-huit ans de bagne".

Le 1er mai 1936, Espagne, sortie du premier numéro de la revue culturelle et de documentation sociale : "Mujeres Libres", organe et porte-parole des militantes anarchistes féminines espagnoles et de leur mouvement d'émancipation M.M.LL.



La revue, née deux mois avant que n'éclate la révolution, s'imposera rapidement par la qualité de ses textes et l'esprit révolutionnaire qui l'anima jusqu'en octobre 1938, avant que la défaite ne contraigne les militantes à la mort ou à l'exil.

Le 1er mai 1968, à Paris. Lors de la traditionnelle manifestation, des bagarres éclatent autour du drapeau noir lorsque des communistes tentent d'exclure les anarchistes du cortège.

Le 1er mai 1990, à Paris, la station de métro "Stalingrad" est rebaptisée "Commune de Kronstadt" par le groupe libertaire Commune de Paris." S'il y a faillite des idéologies, ce n'est pas le cas de nos idéaux reposant sur la liberté de chacun, l'égalité pour tous, l'entraide et le fédéralisme auto-gestionnaire."

Quelques jalons

Les «trois huit»

Ainsi s'appelle l'organe officiel d'organisation de la manifestation internationale du 1er Mai. Dans son édition de 1895, Jules Guesde explique ce qu'il faut entendre par ce qu'il appelle le jour social de huit heures: «Ce que nous revendiquons, c'est une loi qui interdise de faire travailler plus de huit heures par jour.» Autrement dit, huit heures de travail, huit heures de repos et huit heures pour s'instruire et cultiver son corps.



Le décret du 2 mars 1848

Parce qu'«un travail manuel trop prolongé non seulement ruine la santé mais en l'empêchant de cultiver son intelligence porte atteinte à la dignité de l'homme», la IIe République par voie de décret réduit d'une heure la journée de travail. Elle passe à dix heures à Paris et à onze heures en province.

Sous la pression du patronat ce décret est abrogé quelques mois plus tard, soit le 9 septembre 1848.

1868 : les huit heures aux États-Unis

Le gouvernement américain accorde, en 1868, la journée de huit heures à tous les journaliers, ouvriers, artisans, employés par l'administration fédérale.

1884 : congrès de l'American Federation of Labor

A l'occasion du IVe congrès de l'American Federation of Labor qui se tient à Chicago en 1884, pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier est lancée l'idée d'organiser une manifestation un 1er mai afin d'aboutir à la journée de huit heures. Les congressistes de l'époque ambitionnent d'atteindre leur objectif le 1er mai 1886.

1886 : la grève de Chicago

Le 1er mai à Chicago éclate une grève. Elle sera suivie le 3 mai d'une manifestation des grévistes qui sera violemment réprimée par la police. Le bilan officiel des victimes sera de 6 morts et 50 blessés. Le lendemain au cours d'une grande manifestation de protestation une bombe est lancée contre les forces de police, lesquelles tirent sur la foule. Jamais le bilan exact des victimes ne sera communiqué. En revanche des militants seront par la suite arrêtés, condamnés sans preuve et exécutés.

1889 : le congrès de la IIe Internationale

C'est à



Paris l'année même du premier centenaire de la Révolution française que blanquistes et guesdistes tiennent au 42, rue Rochechouart, salle des Fantaisies parisiennes, le deuxième congrès de l'Internationale socialiste. Ce congrès décide qu'il sera«organisé une grande

manifestation à date fixe de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à huit heures la journée de travail et d'appliquer les autres résolutions du congrès. Attendu qu'une semblable manifestation a été déjà décidée pour le 1er mai 1890 par l'Afl, dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint Louis, cette date est adoptée pour la manifestation.»

1891 : Fourmies

Dans une petite France, une se rend en troupe, équipée Lebel et de tir supérieure bout portant sur morts, huit vingt et un ans, Marie Blondeau nom d'Edouard blanc et les bras Marie Blondeau l'imagerie sorte de Vierge



ville du nord de la manifestation pacifique cortège à la mairie. La des tout nouveaux fusils Chassepot d'une portée à deux kilomètres, tire à la foule. Parmi les victimes ont moins de dont la jeune ouvrière et un jeune conscrit du Giloteaux. Habillée de couverts de fleurs, restera longtemps dans populaire comme une profane.

1919 : le traité de Versailles

La fin de la Première Guerre mondiale va sonner en deux temps l'avènement de la journée de huit heures. D'abord la loi du 23 avril sur les huit heures est publiée au Journal officiel de la République française le 25 avril. Ensuite, le 22 juin est signé (pour la France par Georges Clemenceau, par le président Wilson pour les États-Unis et par Lloyd George pour la Grande-Bretagne) le traité de Versailles qui fixe dans son article 247 «l'adoption de la journée de huit heures ou de la semaine de quarante-huit heures comme but à atteindre partout où elle n'a pas encore été obtenue». La fin de la guerre est aussi l'occasion de mettre en place la SDN (Société des Nations) ainsi que l'Organisation internationale du travail (OIT). Si la SDN a été remplacée, depuis, par l'Onu, l'Oit, elle, a survécu au second conflit mondial.

Dès lors les manifestations du 1er Mai porteront d'autres revendications que la journée de huit heures tout en poursuivant ce grand rêve prolétarien de l'époque: la société libérée du travail contraint.

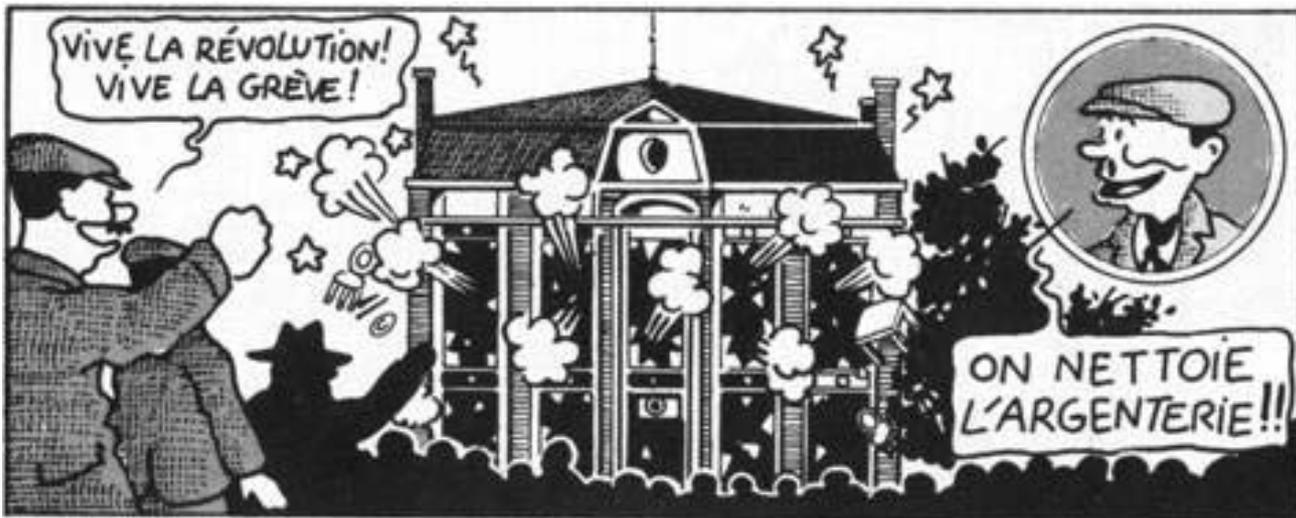
En attendant que le droit à la paresse revendiqué par le gendre de Karl Marx soit établi, le mouvement ouvrier va partir à la conquête des congés payés.

1926 : la revendication des congés payés

C'est sans aucun doute à l'occasion du congrès que tient la Cgt en 1926 (une partie de ses membres est allée fonder la Cgt-Unitaire) qu'apparaît pour la première fois la revendication des congés payés pour tous les salariés (certaines professions les ont déjà obtenus). C'est également en 1926 que la Cgt prend position en faveur des assurances sociales. Une question qui n'avait rien de consensuel puisqu'à l'époque des syndicalistes étaient contre toute cotisation payée par les salariés.

1929 : la montée des périls en Allemagne

Dans l'histoire sociale et politique allemande ce 1er Mai 1929 restera marqué d'une pierre noire. Les manifestations sont interdites à Berlin par le préfet Zoot Giebel. Les manifestants passent



outre l'interdiction. La répression sera sanglante. Elle fera trente-trois morts et deux cents blessés. La division entre les communistes et socialistes est à son comble.

1936 : le 1er Mai du Front populaire

Dans l'histoire du 1er Mai l'année 1936 est certainement une des plus importantes. Plusieurs événements vont la marquer. D'abord dès le mois de mars se tient du 2 au 6 mars le congrès au cours duquel la Cgt se réunifie. Ensuite la manifestation du 1er Mai tombe deux jours avant les élections législatives qui vont porter au pouvoir les forces politiques du Front populaire. Enfin après un mouvement de grève mémorable sont signés en juin les accords de Matignon qui légalisent la semaine de quarante heures, les congés payés ainsi que les conventions collectives.

L'année suivante le 1er Mai 1937 aura lieu sans doute la plus grande manifestation jamais organisée en France.

1941 : la fête du Travail

Si la notion de fête du Travail n'est pas une invention de la génération des années quarante puisqu'on trouve cette formule sous la plume de Jules Guesde dès 1890, c'est bien le gouvernement de Vichy qui fait du 1er Mai 1941, par la loi Belin, un jour chômé et payé. Le 1er Mai devient «la fête du Travail et de la concorde nationale». L'idée de légaliser cette journée de manifestation internationale sera reprise à la Libération mais avec un tout autre but que la promotion de l'ordre corporatiste.

1947 : journée chômée

En avril 1947, sur proposition du député socialiste Daniel Mayer et avec l'accord du ministre du Travail, le communiste Ambroise Croizat, le 1er Mai devient dans toutes les entreprises publiques et privées un jour chômé et payé. Cependant le 1er Mai ne sera pas assimilé à une fête légale.

1954 : les manifestations sont interdites

Alors que la guerre d'Indochine se termine pour les autorités françaises avec la partition du Vietnam, une autre guerre, une guerre sans nom commence en Algérie. Elle va durer huit ans.

Dès lors les manifestations seront interdites dans Paris. Celle du 1er Mai 1954 se transformera en un rassemblement sur la pelouse de Reuilly. Il faudra attendre quinze années c'est-à-dire 1968 pour qu'à l'initiative de la Cgt, à nouveau, le monde du travail se donne rendez-vous dans les rues de Paris pour défiler un 1er Mai. Le cortège partira de la République pour se rendre à la Bastille symbole des libertés recouvrées. Depuis, les cortèges du 1er Mai ont connu des fortunes diverses. La manifestation la plus importante de l'après-mai 1968 fut probablement celle de 1975, qui fut prétexte à fêter la fin de la guerre de Vietnam.

Les illustrations proviennent de la bande dessinée de Phil Casoar et Stéphane Callens: *Les aventures épatantes et véridiques de Benoît Broutchoux* (ed. Humeurs Noires & Centre Culturel Libertaire de Lille)

Nos fesses ne sont pas les leurs

Premier mai. La Fête des travailleurs. Ceux-là mêmes que les uns courtisent, que les autres grugent. Premier mai, fête d'un socialisme mis à toutes les sauces : au jus réformiste du Parti Socialiste dont l'objectif n'est plus de renverser le capitalisme mais de le gérer; et au

« Tant par les voies réformistes et légales que par la violence dictatoriale, le socialisme autoritaire a donné sa mesure. Non seulement il aboutit pratiquement à de désastreuses faillites, mais, chose plus grave, ce qu'il présente aujourd'hui au prolétariat comme « socialisme » s'avère impuissant à l'émouvoir jusqu'à la révolte consciente. [...]

jus stalinien du PTB où s'ébat le fantasme effrayant de la dictature du prolétariat comme prologue au « paradis » sur terre. Et dans tout ça, quelle est-elle la proposition des anars ? C'est celle synthétisée clairement dans les pages choisies d'Ernestan (1898-1954).

triomphe d'une classe, mais la suppression des classes. Les ouvriers ne sont pas les héros du travail, mais ses victimes, et l'héroïsme de ces esclaves modernes ne peut consister qu'à sortir, au plus tôt, de leur état de déchéance humaine."

Ernestan

Socialisme et humanisme

La grande, l'immense illusion, fut de croire à la construction du socialisme par décrets d'État. En voulant arriver au socialisme par la force du pouvoir politique, on se résout à l'emploi de moyens qui détournent du but à atteindre et sont la négation du socialisme. Ainsi, en perdant le sens de la liberté, le socialisme a tout perdu, car il ne pourra être construit que par l'action directe et permanente du prolétariat, libéré du capitalisme et de toute domination politique.

C'est ce principe et cette pratique essentielle du socialisme que nous défendons, en prenant le titre de « socialisme libertaire ». Il n'est pas nécessaire d'insister beaucoup sur la position de cette tendance. Si elle semble nouvelle par l'appellation, en réalité elle est aussi ancienne que le socialisme lui-même, elle EST le socialisme et notre appellation n'a de valeur que par opposition aux

"La démagogie ouvriériste est fautive et dangereuse parce que le socialisme n'est pas le triomphe d'une classe, mais la suppression des classes. Les ouvriers ne sont pas les héros du travail, mais ses victimes, et l'héroïsme de ces esclaves modernes ne peut consister qu'à sortir, au plus tôt, de leur état de déchéance humaine."

Ernestan

Socialisme et humanisme

"La démagogie ouvriériste est fautive et dangereuse parce que le socialisme n'est pas le

socialismes dégénérés et falsifiés des autoritaires.

Le socialisme libertaire n'est donc pas une vague idéologie qui défend une conception métaphysique et abstraite de la liberté, mais, comme son nom l'indique, une conception du socialisme dont le principe de liberté est idéologiquement et pratiquement inséparable.

C'est pourquoi, en dehors de la volonté librement issue de l'association des travailleurs, les socialistes libertaires ne reconnaissent aucun droit, aucune loi, aucun pouvoir. Ils ne sont pas dupes des sophismes sur la dictature des élites, ni des mensonges de l'État ou du demi-État prétendument prolétariens et transitoires. La mission des libertaires est de les combattre avec une égale énergie, parce qu'ils savent que quelle que soit sa forme ou son masque, l'autorité politique fait inévitablement obstacle au développement du socialisme.

D'une façon plus pratiquement comprise, le socialisme libertaire est L'APPLICATION RIGOREUSE, INTEGRALE ET DIRECTE DE LA DEMOCRATIE OUVRIERE (étant entendu qu'au lendemain du capitalisme, le travail personnel étant l'unique moyen de vivre, tous les individus sont, au sens large du mot, des ouvriers).

A propos de démocratie, il est indispensable de dégager ce terme de la confusion qui le déforme et de la boue dans laquelle il fut traîné. Sans entrer dans de longues dissertations historiques, l'on peut dire que, dans le passé, « démocratie » (Demos — Peuple; Kratos — Pouvoir) fut compris dans le sens d'INTERVENTION de l'opinion populaire dans la direction de l'État, c'est-à-dire dans le cadre du pouvoir politique d'une classe ou d'une fraction. La volonté du peuple ne pouvait s'exprimer et intervenir que sur des points secondaires et sans toucher aux bases du régime. En d'autres termes encore, le

peuple avait le droit de discuter avec ses maîtres, ou, tout au plus, de les choisir.

Notre conception de la démocratie est absolument opposée à ces méthodes. Nous la comprenons dans son sens complet, n'acceptant aucun pouvoir intermédiaire entre la volonté ouvrière et son application.

Quant à la pratique de cette démocratie, il faudrait, pour en prévoir toutes les formes d'application, connaître dès maintenant tous les facteurs qui conditionneront la révolution et la construction socialistes. Nous n'apporterons donc aucun plan détaillé de société future, ni rien qui ressemble à un prospectus électoral. Cependant, afin de satisfaire quelques impatiences légitimes et éviter le reproche de dérobade, nous indiquerons schématiquement les formes d'organisation par lesquelles la démocratie ouvrière pourra s'exprimer et fonctionner.

1°) Au point de vue économique :

Les syndicats.

Ceux-ci formeront, au sein de leurs organisations de base, des conseils de délégués, administrateurs, techniciens, etc., ayant à charge de coordonner la production.

2°) Au point de vue social en général :

Les organisations communales fédérées.

Ces organisations sont constituées à la base par la population ouvrière d'une commune (une commune est une portion d'individus vivant dans ou autour d'un centre plus ou moins étendu : ville, village, quartier, faubourg, etc.). Cette population nomme des délégations ou conseils communaux; ces conseils fédérés régionalement, nationalement, et si possible, internationalement, forment la structure administrative.

Il est bien évident que les organismes de direction économique : les syndicats et les organismes de direction sociale : les fédérations de communes seront, par des formes adéquates, reliés et fusionnés. Les travailleurs seront d'ailleurs simultanément membres de leur syndicat et de leur commune.

Indépendamment de cette armature sociale, le peuple de travailleurs pourra constituer spontanément et librement une infinité de groupements, associations, unions, ententes, cercles et fédérations, poursuivant des buts d'étude, d'art, de culture générale ou spéciale, etc.

Ce bref schéma reste cependant sans signification profonde si l'on n'insiste pas sur le caractère de la vie qui circulera dans ces cadres. D'un bout à l'autre, et dans toutes ses manifestations, le mouvement économique et social sera sous l'impulsion et le contrôle permanent des travailleurs organisés. Chaque mandataire, chaque délégué sera désigné par les intéressés directs, son mandat purement exécutif, limité et précis, sera contrôlé, et sa responsabilité engagée. Sans pouvoir fixer aux diverses fonctions une durée uniforme, le principe de l'amovibilité sera appliqué dans la plus grande mesure. [...]

Si je prends la parole, ce n'est pas pour me défendre des actes dont on m'accuse, car seule la société, qui par son organisation met les hommes en lutte continuelle les uns contre les autres, est responsable. En effet, ne voit-on pas aujourd'hui dans toutes les classes et dans toutes les fonctions des personnes qui désirent, je ne dirai pas la mort, parce que cela sonne mal à l'oreille, mais le malheur de leurs semblables, si cela peut leur procurer des avantages. Exemple : un patron ne fait-il pas des vœux pour voir un concurrent disparaître; tous les commerçants en général ne voudraient-ils pas, et cela réciproquement, être seuls à jouir des avantages que peut rapporter ce genre d'occupations ? L'ouvrier sans emploi ne souhaite-t-il pas, pour obtenir du travail, que pour un motif quelconque celui qui est occupé soit rejeté de l'atelier ? Eh bien, dans une société où de pareils faits se produisent on n'a pas à être surpris des actes dans le genre de ceux qu'on me reproche, qui ne sont que la conséquence logique de la lutte pour l'existence que se font les hommes qui, pour vivre, sont obligés d'employer toute espèce de moyen. Et, puisque chacun est pour soi, celui qui est dans la nécessité n'en est-il pas réduit à penser :

Est-ce à dire que nous considérons la démocratie ouvrière intégrale comme un système infaillible dont l'avènement transformerait le monde, comme par enchantement en un éden socialiste ? Non.

Le chemin du socialisme par la démocratie ouvrière est semé de difficultés de toute nature, mais c'est le nôtre, PARCE QUE C'EST LE SEUL.

Il appartient aux libertaires [...] d'organiser la société de manière à permettre le développement et le progrès du socialisme. Il appartiendra aux hommes de l'avenir d'accentuer ce progrès jusqu'aux réalisations que nous sommes incapables de seulement concevoir ».

Déclaration de Ravachol lors de son procès (1892)

"Eh bien, puisqu'il en est ainsi, je n'ai pas à hésiter, lorsque j'ai faim, à employer les moyens qui sont à ma disposition, au risque de faire des victimes ! Les patrons, lorsqu'ils renvoient des ouvriers, s'inquiètent-ils s'ils vont mourir de faim ? Tous ceux qui ont du superflu s'occupent-ils s'il y a des gens qui manquent des choses nécessaires?"

Il y en a bien quelques-uns qui donnent des secours, mais ils sont impuissants à soulager tous ceux qui sont dans la nécessité et qui mourront prématurément par suite des privations de toutes sortes, ou volontairement par les suicides de tous genres pour mettre fin à une existence misérable et ne pas avoir à supporter les rigueurs de la faim, les hontes et les humiliations sans nombre, et sans espoir de les voir finir. Ainsi ils ont la famille Hayem et le femme Souhain qui a donné la mort à ses enfants pour ne pas les voir plus longtemps souffrir, et toutes les femmes qui, dans la crainte de ne pas pouvoir nourrir un enfant, n'hésitent pas à compromettre leur santé et leur vie en détruisant dans leur sein le fruit de leurs amours.

Et toutes ces choses se passent au milieu de l'abondance de toutes espèces de produits. On comprendrait que cela ait lieu dans un pays où les produits sont rares, où il y a la famine. Mais en France, où règne l'abondance, où les boucheries sont bondées de viande, les boulangeries de pains, où les vêtements, la chaussure sont entassés dans les magasins, où il y a des logements inoccupés ! Comment admettre que tout est bien dans la société, quand le contraire se voit d'une façon aussi claire ? Il y a bien des gens qui plaindront toutes ces victimes, mais qui vous diront qu'ils n'y peuvent rien. Que chacun se débrouille comme il peut ! Que peut-il faire celui qui manque du nécessaire en travaillant, s'il vient à chômer ? Il n'a qu'à se laisser mourir de faim. Alors on jettera quelques paroles de pitié sur son cadavre. C'est ce que j'ai voulu laisser à d'autres. J'ai préféré me faire contrebandier, faux monnayeur, voleur, meurtrier et assassin. J'aurais pu mendier : c'est dégradant et lâche et même puni par vos lois qui font un délit de la misère. Si tous les nécessiteux, au lieu d'attendre, prenaient où il y a et par n'importe quel moyen, les satisfaits comprendraient peut-être plus vite qu'il y a danger à vouloir consacrer l'état social actuel, où l'inquiétude est permanente et la vie menacée à chaque instant.

On finira sans doute plus vite par comprendre que les anarchistes ont raison lorsqu'ils disent que pour avoir la tranquillité morale et physique, il faut détruire les causes qui engendrent les crimes et les criminels : ce n'est pas en supprimant celui qui, plutôt que de mourir d'une mort lente par suite de privation qu'il a eue et aurait à supporter, sans espoir de les voir finir, préfère, s'il a un peu d'énergie, prendre violemment ce qui peut lui assurer le bien-être, même au risque de sa mort qui ne peut être qu'un terme à ses souffrances.

Voilà pourquoi j'ai commis les actes que l'on me reproche et qui ne sont que la conséquence logique de l'état barbare d'une société qui ne fait qu'augmenter le nombre de ses victimes par la rigueur de ses lois qui sévissent contre les effets sans jamais toucher aux causes; on dit qu'il faut être cruel pour donner la mort à son semblable, mais ceux qui parlent ainsi ne voient pas qu'on ne s'y résout que pour l'éviter soi-même.

De même, vous, messieurs les jurés, qui, sans doute, allez me condamner à la peine de mort, parce que vous croirez que c'est une nécessité et que ma disparition sera une satisfaction pour vous qui avez horreur de voir couler le sang humain, mais qui, lorsque vous croirez qu'il sera utile de le verser pour assurer la sécurité de votre existence, n'hésitez pas plus que moi à le

faire, avec cette différence que vous le ferez sans courir aucun danger, tandis que, au contraire, moi j'agissais aux risques et périls de ma liberté et de ma vie.

Eh bien ! messieurs, il n'y a plus de criminels à juger, mais les causes du crime à détruire. En créant les articles du Code, les législateurs ont oublié qu'ils n'attaquaient pas les causes mais simplement les effets, et qu'alors ils ne détruisaient aucunement le crime; en vérité, les causes existant, toujours les effets en découleront. Toujours il y aura des criminels, car aujourd'hui vous en détruisez un, demain il y en aura dix qui naîtront.

Que faut-il alors ? Détruire la misère, ce germe de crime, en assurant à chacun la satisfaction de tous les besoins ! Et combien cela est difficile à réaliser ! Il suffirait d'établir la société sur de nouvelles bases où tout serait en commun, et où chacun, produisant selon ses aptitudes et ses forces, pourrait consommer selon ses besoins. Alors on ne verra plus des gens comme l'ermite de Notre-Dame-de-Grâce et autres mendier un métal dont ils deviennent les esclaves et les victimes ! On ne verra plus les femmes céder leurs appas, comme une vulgaire marchandise, en échange de ce même métal qui nous empêche bien souvent de reconnaître si l'affection est vraiment sincère. On ne verra plus des hommes comme Pranzini, Prado, Berland, Anastay et autres qui, toujours pour avoir de ce même métal, en arrivent à donner la mort ! Cela démontre clairement que la cause de tous les crimes est toujours la même et qu'il faut vraiment être insensé pour ne pas la voir.

Oui, je le répète : c'est la société qui fait les criminels, et vous jurés, au lieu de les frapper, vous devriez employer votre intelligence et vos forces à transformer le société. Du coup, vous supprimeriez tous les crimes; et votre oeuvre, en s'attaquant aux causes, serait plus grande et plus féconde que n'est votre justice qui s'amointrit à punir les effets.

Je ne suis qu'un ouvrier sans instruction; mais parce que j'ai vécu l'existence des miséreux, je sens mieux qu'un riche bourgeois l'iniquité de vos lois répressives. Où prenez-vous le droit de tuer ou d'enfermer un homme qui, mis sur terre avec la nécessité de vivre, s'est vu dans la nécessité de prendre ce dont il manquait pour se nourrir ?

J'ai travaillé pour vivre et faire vivre les miens; tant que ni moi ni les miens n'avons pas trop souffert, je suis resté ce que vous appelez honnête. Puis le travail a manqué, et avec le chômage est venue la faim. C'est alors que cette grande loi de la nature, cette voix impérieuse qui n'admet pas de réplique : l'instinct de la conservation, me poussa à commettre certains des crimes et délits que vous me reprochez et dont je reconnais être l'auteur.

Jugez-moi, messieurs les jures, mais si vous m'avez compris, en me jugeant jugez tous les malheureux dont la misère, alliée à la fierté naturelle, a fait des criminels, et dont la richesse, dont l'aisance même aurait fait des honnêtes gens !

Une société intelligente en aurait fait des gens comme tout le monde !

Chômeurs heureux

Bulletin d'inactivité n°1 - Berlin 1996 **" Et qu'est-ce que vous faites dans la vie ?"**

Lecture publique à trois voix, en chaise longue et agrémentée de diapositives, donnée pour la première fois le 14 août 1996 au " Marché aux esclaves " du Prater (Berlin-Est) devant une assemblée mi-enthousiaste, mi-dubitative.

Ce qui suit est une entorse aux principes que les Chômeurs Heureux s'étaient donnés jusqu'ici, eux qui ne prennent pas volontiers les choses par la théorie. Ils lui préfèrent de beaucoup la propagande par le fait, le méfait et surtout le non-fait. D'ailleurs, la recherche dans le domaine du chômage heureux n'a pas encore abouti à des résultats décisifs et susceptibles d'être présentés ici.

Mais quelques explications sont pourtant nécessaires, car la rumeur, qui a déjà assuré aux Chômeurs Heureux une sorte de notoriété secrète, n'est pas exempte de malentendus. Et ceci sur des points d'importance, à savoir le bonheur, et aussi le chômage.



Déjà parce qu'il est question de bonheur, la question devient immédiatement suspecte. Le bonheur est irresponsable. Le bonheur est bourgeois. Le bonheur est anti-allemand. Et d'ailleurs, comment peut-on se dire heureux, en présence de la misère, de la violence, et des petits pains qui coûtent 67 Pfennigs alors que ce ne sont plus que d'insipides poches gonflées d'air ? ! Paul Watzlawick a déjà traité de ce genre d'arguments dans *Faites vous-même votre malheur* : " Et si nous étions absolument innocents de l'événement originel ? Si personne ne pouvait nous reprocher d'y avoir contribué ? Il ne fait aucun doute dans ce cas que je demeure une pure et innocente victime. Qu'on ose alors remettre en cause mon statut de sacrifié !

Qu'on ose même me demander de remédier à mon malheur ! Ce qui fut infligé par Dieu, les chromosomes et les hormones, la société; les parents, la police, les maîtres et les médecins, les patrons et, pire que tout, par les amis, est si injuste et cause une telle douleur qu'insinuer seulement que je pourrais peut-être y faire quelque chose, c'est ajouter l'insulte à l'outrage. Sans compter que ce n'est pas une attitude scientifique, non mais ! " Pour nous étendre sur ce sujet, il

aurait fallu nous enfoncer dans les marécages de la psychologie, ce dont nous nous garderons bien. Mais on peut y trouver encore d'autres arguments contre la poursuite du bonheur. Il se dit par exemple que le totalitarisme, c'est de vouloir faire le bonheur des gens contre leur gré. A ce sujet, les travailleurs et demandeurs d'emploi malheureux n'ont pas de souci supplémentaire à se faire : les Chômeurs Heureux n'ont pas l'intention de leur imposer quelque forme de bonheur que ce soit. Il est certain que le bonheur est un argument de vente typique pour toutes sortes de charlatans qui cherchent à fourguer leur remède miracle. Mais les Chômeurs Heureux n'ont pas de remède miracle à vendre. Sur le plan programmatique, nous voyons la chose telle que Lautréamont l'avait formulée pour lui-même en 1869 : " Jusqu'à présent, l'on a décrit le malheur pour inspirer la terreur et la pitié, je décrirai le bonheur pour inspirer leurs contraires ". Et maintenant, venons-en au fait.

Le chômage: pas un problème, une solution

Nous savons tous que le chômage ne sera jamais supprimé. La boîte va mal ? on licencie. La boîte va bien ? on investit dans l'automation, et on licencie. Jadis, il fallait des travailleurs parce qu'il y avait du travail, aujourd'hui, il faut du travail parce qu'il y a des travailleurs, et nul ne sait qu'en faire, vite, mieux et pour moins cher. L'automatisation avait toujours été un vieux rêve de l'humanité. Le Chômeur Heureux Aristote, il y a 2300 ans : " Si chaque outil pouvait exécuter de lui même sa fonction propre, si par exemple les navettes de tisserands tissaient d'elles mêmes, le chef d'atelier n'aurait plus besoin d'aides, ni le maître d'esclaves. " Aujourd'hui le rêve s'est réalisé, mais en cauchemar pour tous, parce que les relations sociales n'ont pas évolué aussi vite que la technique. Et ce processus est irréversible : jamais plus des travailleurs ne viendront remplacer les robots et automates. De plus, là où du travail " humain " est encore indispensable, on le délocalise vers les pays aux bas salaires, ou on importe des immigrés sous-payés pour le faire, dans une spirale descendante que seul le rétablissement de l'esclavage pourrait arrêter;

Tout le monde sait cela, mais personne ne peut le dire. Officiellement, c'est toujours " la lutte contre le chômage ", en fait contre les chômeurs. On trafique les statistiques, on " occupe " les chômeurs au sens militaire du mot, on multiplie les contrôles tracassiers. Et comme malgré tout, de telles mesures ne peuvent suffire, on rajoute une louche de morale, en affirmant que les chômeurs seraient responsables de leur sort, en exigeant des preuves de " recherche active d'un emploi ". Le tout pour forcer la réalité à entrer dans le moule de la propagande. Le Chômeur Heureux ne fait que dire tout haut ce que tout le monde sait déjà.



Chômage est un mauvais mot, une idée négative, le revers de la médaille du travail. Un chômeur n'est qu'un travailleur sans travail. Ce qui ne dit rien de la personne comme poète, comme flâneur, comme chercheur, comme respirateur. En public, on n'a le droit de parler que du manque de travail. Ce n'est qu'en privé, à l'abri des journalistes, sociologues et autres renifle-merde que l'on se permet de dire ce que l'on a sur le cœur : " Je viens d'être licencié, super ! Enfin je vais pouvoir faire la fête tous les soirs, bouffer autre chose que du micro-ondes, câliner sans limites. " Faut-il abolir cette séparation entre vertus privées et

vices publics ? On nous dit que ce n'est pas le moment, que ça tournerait à la provocation, que ça ferait le jeu des beaufs. Il y a encore vingt ans, les travailleurs pouvaient remettre leur travail, et le travail en question. Aujourd'hui, ils doivent se dire heureux pour la seule raison qu'ils ne sont pas au chômage, et les chômeurs doivent se dire malheureux pour la seule raison qu'ils n'ont pas de travail. Le Chômeur Heureux se rit d'un tel chantage. Lorsque l'éthique du travail s'est perdue, la peur du chômage reste le meilleur fouet pour augmenter la servilité. Un certain Schmilinsky, conseiller d'entreprises pour l'élimination des tireurs au flanc le dit on ne peut plus clairement : " Dans une écurie, vous décidez aussi que un cheval doit avoir une récompense et lequel ne reçoit rien. Les entreprises qui veulent survivre aujourd'hui doivent être par moments impitoyables. Trop de bonté peut leur casser les reins. Je conseille à mes clients d'agir avec une poigne de fer dans un gant e velours. A notre époque, les travailleurs regardent autour d'eux et voient partout des postes de travail supprimés. Nul n'a vraiment envie de se faire remarquer par un comportement désagréable. Les entreprises tendent à utiliser toujours plus ce sentiment d'insécurité, afin de réduire notablement les heures de travail perdues. " (Der Spiegel 3/2/1996)

La création d'un biotope propice aux Chômeurs Heureux pourrait également améliorer la condition des travailleurs : leur peur de se retrouver au chômage diminuerait, en même temps que le courage de dire non pourrait plus librement s'exprimer. Un jour peut-être, le rapport de forces serait à nouveau retourné au profit des salariés : " Quoi ? Vous prétendez contrôler si je suis vraiment malade ou non ? Si c'est comme ça, je préfère encore être un Chômeur Heureux ! " Le travail est une question de survie. On ne peut qu'être d'accord avec cet avis. Voici ce qu'en écrit des USA Bob Black : " Le travail est un meurtre en série, un génocide. Le travail tuera, directement ou indirectement, tous ceux qui lisent ces lignes. Dans ce pays, le travail fait chaque année entre 14000 et 25000 morts, plus de deux millions d'handicapés, 20 à 25 millions de blessés. Et encore, ce chiffre ne prend-il pas en compte le demi-million de maladies professionnelles. Il ne gratte que la superficie. Ce que les statistiques ne montrent pas, ce sont tous les gens dont la durée de vie est raccourcie par le travail. C'est bien ce qui s'appelle du meurtre ! Pensez à tous ces toubibs qui crèvent à 50 ans, pensez à tous les "workaholics" ! Et même si vous ne mourrez pas pendant votre travail, vous pouvez mourir en vous rendant au travail, ou en en revenant, ou en en cherchant, ou en cherchant à ne plus y penser. Naturellement, il ne faut pas oublier de compter les victimes de la pollution, de l'alcoolisme et de la

consommation de drogues liées au travail. Là, on atteint un nombre de victimes multiplié par 6, seulement pour pouvoir vendre des big macs et des cadillacs aux survivants ! "

Le bottier ou l'ébéniste étaient fiers de leur art. Et naguère encore, les travailleurs des chantiers navals écrasaient une larme au coin de l'œil en voyant partir au loin le navire qu'ils avaient construit. Mais ce sentiment d'être utile à la communauté a disparu de 95% des jobs. Le secteur des " services " n'emploie que des domestiques et des appendices d'ordinateurs qui n'ont aucune raison d'être fiers. Du vigile au technicien des systèmes d'alarme, une foule de chiens de garde ne sont payés que pour surveiller que l'on paye ce qui sans eux pourrait être gratuit. Et même un médecin n'est plus en vérité qu'un représentant de commerce des trusts pharmaceutiques. Qui peut encore se dire utile aux autres ? La question n'est plus : à quoi ça sert, mais : combien ça rapporte. Le seul but de chaque travail particulier est d'augmenter les bénéfices de l'entreprise, et de même le seul rapport du travailleur à son travail est son salaire.



L'argent est le problème

C'est justement parce que l'argent, et non l'utilité sociale, est le but, que le chômage existe. Le plein emploi c'est la crise économique, le chômage c'est la santé du marché. Que se passe-t-il, dès qu'une entreprise annonce une charrette de licenciements ? Les actionnaires sautent de joie, les spéculateurs la félicitent pour sa stratégie d'assainissement, les actions grimpent, et le prochain bilan témoigne des bénéfices ainsi engrangés. De la sorte, on peut dire que les chômeurs créent plus de profits que leurs ex-collègues. Il serait donc logique de les récompenser pour leur contribution sans égal à la croissance. Au lieu de cela, ils n'en touchent pas un rogaton. Le Chômeur Heureux veut être rétribué pour son non-travail. Nous pouvons ici nous en référer à Kasimir Malevitch, le courageux créateur du Carré Blanc sur Fond Blanc. En 1921, il écrivit dans un livre qui n'a été publié que voici deux ans en Russie, La paresse : véritable but de l'humanité : " L'argent n'est rien d'autre qu'un petit morceau de paresse. Plus on en a, plus on peut goûter en abondance aux délices de la paresse. [...] Le capitalisme organise le travail de telle sorte que l'accès à la paresse n'est pas le même pour tous. Seul peut y goûter celui qui détient du capital.

Ainsi, la classe des capitalistes s'est-elle libérée de ce travail dont toute l'humanité doit maintenant se libérer. " Si le chômeur est malheureux, ce n'est pas parce qu'il n'a pas de travail, mais parce qu'il n'a pas d'argent. Ne disons donc plus demandeur d'emploi mais : " demandeur

d'argent ", plus " recherche active d'un emploi ", mais : " recherche active d'argent ". Les choses seront plus claires. Comme on va le voir, le Chômeur Heureux cherche à combler ce manque par la recherche de ressources obscures. Comptez au total combien d'argent les contribuables et les entreprises consacrent officiellement " au chômage ", et divisez par le nombre de chômeurs : Hein ? Ca fait sacrément plus que nos chèques de fin de mois, pas vrai ? Cet argent n'est pas principalement investi dans le bien-être des chômeurs, mais dans leur contrôle chicanier, au moyen de convocations sans objet, de soi-disant stages de formation-insertion- perfectionnement qui viennent d'on ne sait où et ne mènent nulle part, de pseudo-travaux pour de pseudo-salaires, simplement afin de baisser artificiellement le taux de chômage. Simplement donc, pour maintenir l'apparence d'une chimère économique. Notre première proposition est immédiatement applicable : suppression de toutes les mesures de contrôle contre les chômeurs, fermeture de toutes les agences et officines de flicage, manipulation statistique et propagande (ce serait notre contribution aux restrictions budgétaires en cours), et versement automatique et inconditionnel des allocations augmentées des sommes ainsi épargnées. Le nouveau délire conservateur reproche aux chômeurs de se complaire dans l'assistance, de vivre aux crochets de l'état et patate et patate. Bon, pour autant que l'on sache, l'état existe toujours, et encaisse les impôts, c'est pourquoi nous ne voyons pas en quel honneur nous devrions renoncer à son soutien financier. Mais nous ne sommes pas polarisés sur l'état. Nous ne verrions aucun inconvénient à un financement venant du secteur privé, que ce soit sous la forme du sponsoring, de l'adoption, d'une taxe sur les revenus du capital, ou du racket. On n'est pas regardants.

Si le chômeur est malheureux, c'est aussi parce que le travail est la seule valeur sociale qu'il connaisse. Il n'a plus rien à faire, il s'ennuie, il ne connaît plus personne, parce que le travail est souvent le seul lien social disponible. La chose vaut aussi pour les retraités d'ailleurs. Il est bien clair que la cause d'une telle misère existentielle est à chercher dans le travail, et non dans le chômage en lui-même. Même lorsqu'il ne fait rien de spécial le Chômeur Heureux crée de nouvelles valeurs sociales. Il développe des contacts avec tout un tas de gens sympathiques. Il est même prêt à animer des stages de resocialisation pour travailleurs licenciés. Car tous les chômeurs disposent en tout cas d'une chose inestimable : du temps. Voilà qui pourrait constituer une chance historique, la possibilité de mener une vie pleine de sens, de joie et de raison. On peut définir notre but comme une reconquête du temps. Nous sommes donc tout sauf inactifs, alors que la soi-disant " population active " ne peut qu'obéir passivement au destin et aux ordres de supérieurs hiérarchiques. Et c'est bien parce que nous sommes actifs que nous n'avons pas le temps de travailler.

" Je ne voulais pas que ma vie soit réglée d'avance ou décidée par d'autres. Si, à six heures du matin, j'avais envie de faire l'amour, je voulais prendre le temps de le faire sans regarder ma montre. Je voulais vivre sans heure, considérant que la première contrainte de l'homme a vu le jour à l'instant où il s'est mis à calculer le temps. Toutes les phrases usuelles de la vie courante me résonnaient dans la tête : Pas le temps de... ! Arriver à temps... ! Gagner du temps... ! Perdre son temps... ! Moi, je voulais avoir " le temps de vivre " et la seule façon d'y arriver était de ne pas en être l'esclave. Je savais l'irrationalisme de ma théorie, qui était inapplicable pour fonder une société. Mais qu'était-elle, cette société, avec ses beaux principes et ses lois ? " Ces mots sont de Jacques Mesrine. LE CIMETIÈRE DE LA MORALE On nous a aussi rétorqué que le Chômeur Heureux n'est sans-travail qu'au sens actuel du mot " travail ", c'est à dire " travail salarié ". Il nous faut ici expressément indiquer que si le Chômeur Heureux ne cherche pas de travail salarié, il ne cherche pas non plus de travail d'esclave. Et pour autant que l'on sache, il n'existe que deux

modes de travail : le salariat et l'esclavage. Certes, il existe aussi des étudiants, des artistes et autres fanfarons qui ne peuvent écrire le moindre papier ou laper la moindre écuelle sans prétendre se livrer là à un important "travail". Même les soi-disant "autonomes" ne peuvent organiser de "séminaires" anticapitalistes sans mener des "débats productifs" au sein de "groupes de travail"; Misérables mots, misérables pensées. Ce n'est pas d'aujourd'hui que "travail" est un mot empreint de malheur. "Arbeit" est probablement formé sur un verbe germanique disparu qui avait pour sens "être orphelin, être un enfant utilisé pour une tâche corporelle rude", verbe lui-même issu de l'Indo Européen "Orbhos", orphelin. Jusqu'au haut-Allemand moderne, "Arbeit" signifiait "peine, tourment, activité indigne" (dans ce sens, Chômeur Heureux est donc un pléonasse). Dans les langues romanes, la chose est encore plus claire, puisque "travail", "trabajo", etc., vient du latin "tripalium", un instrument de torture à trois piques qui était utilisé contre les esclaves. C'est Luther qui le premier a promu le mot "Arbeit" comme valeur spirituelle, prédestination de l'homme dans le monde. Citation : " L'homme est né pour travailler comme l'oiseau est né pour voler. " On pourrait nous répondre que cette querelle de mots est sans importance. Mais le fait de confondre "boisson" avec "coca-cola", "culture" avec "Bernard Henry Gluckskraut" ou "activité" avec "travail" ne saurait rester sans conséquences graves. Dès qu'il est question de travail ou de chômage, on a affaire à des catégories morales. Et la tendance va en s'accroissant, il suffit d'ouvrir un journal pour s'en rendre compte : " Une conception du monde l'a emporté sur une autre a déclaré un expert de Washington. " Au lieu de considérer que la pauvreté a des causes économiques, la nouvelle école de pensée qui domine à présent voit dans la pauvreté le résultat d'un comportement moral mauvais. Comme du temps où les curés voyaient leur monopole sur les âmes en danger, la morale est ici une tentative de combler la fissure grandissante entre la réalité et son image idéologique. Qui dit au chômeur "tu as péché" attend de celui-ci ou bien qu'il fasse pénitence, ou bien qu'il justifie de sa vertu. Dans les deux cas, il aura reconnu l'existence du péché. Les tentatives pleurnichardes de certains chômeurs pour provoquer la pitié de ce monde ne peuvent aboutir, au mieux, qu'à provoquer la pitié. Ce n'est que le rire sublime qui peut désarmer la morale pour de bon.

Il est clair que Paul Lafargue, l'auteur du Droit à la paresse, est un des inspirateurs historiques des Chômeurs Heureux : " Les économistes s'en vont répéter aux ouvriers : travaillez, pour augmenter la richesse nationale ! Et cependant, un économiste, Destutt de Tracy, répond : les nations pauvres, c'est là où le peuple est à son aise; les nations riches, c'est là où il est ordinairement pauvre. Mais assourdis et idiotisés par leurs propres hurlements, les économistes de répondre : Travaillez, travaillez toujours pour créer votre bien-être ![...] Travaillez pour que, devenant plus pauvres, vous ayez plus de raisons de travailler et d'être misérables ". Pourtant, nous ne faisons pas nôtre la revendication d'un droit à la paresse. La paresse n'est que le contraire de l'assiduité. Là où le travail n'est pas reconnu, la paresse ne peut pas l'être non plus. Pas de vice sans vertu (et vice versa). Depuis l'époque de Lafargue, il est devenu clair que le soi-disant " temps libre " accordé aux travailleurs est la plupart du temps plus ennuyeux encore que le travail lui-même. Qui voudrait vivre de télé, de jeux interpassifs et de Club Merd ? La question n'est pas simplement, comme pouvait encore le croire Lafargue, de réduire le temps de travail pour augmenter " le temps libre "; Ceci dit, nous nous solidarisons totalement avec ces travailleurs espagnols à qui l'on avait voulu interdire la sieste sous prétexte d'adaptation au marché européen, et qui avaient répondu qu'au contraire, c'était à l'Union Européenne d'adopter " l'Euro-sieste ". Que ceci soit clair : le Chômeur Heureux ne soutient pas les partisans du partage du temps de travail, pour lesquels tout serait pour le mieux si chacun travaillait, mais 5, 3, ou même 2 heures par jour. Qu'est-ce que c'est que ce saucissonnage ? Est-ce que je regarde le temps que je mets à

préparer un repas pour mes amis ? Est-ce que je limite le temps que je passe à écrire ce putain de texte ? Est-ce que l'on compte, quand on aime ?

Mais le Chômage Heureux ne représente pas pour autant une nouvelle utopie. Utopie veut dire : " lieu qui n'existe pas "; L'utopiste dresse au millimètre les plans d'une construction supposée idéale, et attend que le monde vienne se couler dans ce moule. Le Chômeur Heureux, lui, serait plutôt un " topiste ", il bricole, et expérimente à partir de lieux et d'objets qui sont à portée de main. Il ne construit pas de système, mais cherche toutes les occasions et possibilités d'aménagement de son environnement. Un honorable correspondant nous écrit : " S'agit-il pour les chômeurs Heureux de gagner une reconnaissance sociale avec le financement sans conditions qui va avec, ou bien est-il question de subvertir le système au moyen d'actions illégales, comme ne pas payer l'électricité ? Le lien entre ces deux stratégies ne paraît pas vraiment logique. Je peux difficilement chercher à être accepté socialement et en même temps prôner l'illégalité. " Bon. Le Chômeur Heureux n'est pas un fanatique de l'illégalité. Dans ses efforts pour faire le Bien, il est même prêt, s'il le faut, à recourir à des moyens légaux. D'ailleurs, les crimes de jadis sont les droits d'aujourd'hui (que l'on pense au droit de grève), et peuvent redevenir des crimes. Mais surtout : nous cherchons la reconnaissance sociale. Nous ne nous adressons pas à l'état ni aux organismes officiels, mais à Monsieur Tout-le monde.

Nous entendons d'ici le chœur des théoriciens de la lutte des classes : " Ceci n'est qu'une soupape pour le système, par laquelle des sédiments prolétariens sans travail sont maintenus dans une niche illusoire afin d'utiliser les fonctions vitales qui leur restent pour atténuer les contradictions du capitalisme. Les Chômeurs Heureux s'amuse, et pendant ce temps la bourgeoisie extrait la plus-value sans rencontrer de résistance. Trahison ! Trahison ! " Chaque pas concret, et même le simple fait de respirer, peut être dénigré comme tentative d'adaptation à ce monde (et c'est bien de la possibilité de respirer dont il est question ici). La critique sociale la plus acerbe ne peut être d'un grand secours, tant que sa conclusion pratique se limite à un wait and see. Nous savons bien que notre tentative peut échouer de diverses façons. Ca peut par exemple tourner à la gaudriole, une plaisanterie sans conséquences. L'idée de départ peut aussi se trouver ensevelie sous des tonnes de sérieux bétonné. Il pourrait aussi arriver qu'un groupe de Chômeurs Heureux rencontre tant de succès qu'ils se trouveraient transformés en Businessmen Heureux, sans plus de liens avec leur milieu d'origine. Ce sont des risques, ce n'est pas une fatalité. Nous nous chargeons du coup d'envoi, il ne dépend pas de nous que la balle arrive au but.

Texte publié aux Éditions d'une plombe du mat', par William J.-M. MARIE, dont voici un extrait de la présentation:

Jamais les chômeurs français n'ont remis en cause l'idéologie de retour au salariat dont tous les économistes constatent l'effondrement irréversible. Pas une réflexion sur l'impossibilité d'embaucher une main d'œuvre devenue inutile eu égard aux moyens modernes de production (quand on produit quelque chose). Pas une critique sur le système actuel du travail où les heureux bénéficiaires du chagrin y dépassent largement le temps légal (ainsi que l'a montré la très limitée grève des routiers canalisée par les appareils syndicaux). Pas un débat de fond sur ce qui devrait être organisé dans la société française sur la répartition du travail, que ce soit par une réduction massive des journées de travail (semaine de 4 voir 3 jours), ou du temps permanent à y consacrer (système de l'armée : 15 ans de service et ensuite la retraite). Les plus beaux fleurons de la ringardise patronale geignent en permanence sur le " coût de la main d'œuvre " française par

rapport à celle des pays " exotiques " en feignant d'ignorer que 1) c'est faux (les ouvriers de Singapour ou du Japon sont mieux payés que leurs homologues français), 2) que l'essentiel de la production est réalisée dans ces pays par des machines sophistiquées et que la main d'œuvre ne rentre plus en part importante dans le processus de production. D'ailleurs on se demande pourquoi cette objection ne fut pas présentée plus tôt, en une époque où, effectivement, il y avait une disparité du taux de main d'œuvre qui aurait pu justifier cette grogne sur la concurrence, car la " mondialisation " de l'économie ne date pas d'hier.

Même des énarques commencent à trouver que trop d'incohérences c'est trop. Citons Mme Dominique Méda, ancienne élève, donc, de l'ENA mais qui ne s'est pas arrêtée en chemin dans cette haute école de conditionnement à la pensée unique puisqu'elle a fait aussi l'École normale supérieure, est agrégée de philosophie et a été professeur à l'Institut d'études politiques de Paris. Il s'agit de la conclusion de son livre : " Le travail, une valeur en voie de disparition ". Revoir l'organisation du travail Cesser de sacraliser le travail devrait également nous permettre de le considérer simplement dans sa fonction de distribution des richesses et nous donner enfin l'occasion de nous interroger sur celle-ci. Si nous ne voulons pas modifier la manière dont est réparti le travail entre les individus aujourd'hui, c'est bien parce qu'il constitue le principal moyen de distribution des revenus, des statuts, de la protection et des positions sociales : revoir la manière dont est partagé le travail conduit à repenser la répartition de l'ensemble des biens sociaux. Mais est-il légitime que le travail continue à exercer cette fonction de distribution des richesses alors qu'il se réduit de fait, alors que nous souhaitons sa réduction, alors que le progrès technique continuera de réduire son volume ? Est-il normal que sa fonction demeure la même alors que le processus d'entrée et de sortie du marché du travail n'est ni contrôlé ni régulé, mais qu'il résulte des arbitrages d'acteurs privés dont l'impératif n'est en aucune façon l'emploi, mais la production ou leur propre développement ? Est-il légitime qu'une société riche laisse ainsi la répartition de l'ensemble des biens sociaux s'opérer d'une manière " naturelle ", sauvage et aléatoire ? Et surtout qu'elle se refuse à considérer le travail comme un bien tout à fait particulier, dont la répartition et la fluctuation doivent être régulées, puisqu'il ouvre à tous les autres ? Une société soucieuse de son bien commun et de sa cohésion sociale, soyons-en sûrs, procéderait autrement. Elle considérerait le travail, les revenus, les statuts et les avantages jusque-là liés au travail comme autant de biens qui doivent être répartis entre ses membres, et dont la bonne répartition est constitutive du bien commun lui-même. Elle refuserait d'avaliser simplement la répartition des richesses issues d'une évolution arbitraire, où l'un des membres a eu la malchance de se trouver dans telle entreprise, dans telle région et d'avoir exercé tel métier, tandis que tel autre y a échappé. Le hasard peut-il être au principe de nos sociétés modernes ? On voit bien que le véritable problème de nos sociétés n'est en aucune façon la pénurie de travail, mais le fait que nous manquions d'un " mode convaincant de partage ". Celui-ci s'effectue aujourd'hui dans notre pays " naturellement ", par l'exclusion du marché du travail des personnes les plus âgées ou les plus fragiles, l'existence de sas de plus en plus longs précédant l'entrée des jeunes sur le marché du travail et une forte sélectivité de celui-ci : notre partage s'opère par déversement dans la catégorie du chômage.

Cette réflexion, qui s'inscrit dans la droite ligne des Paul Lafargue, Karl Marx et, plus près de nous, Jeremy Rifkin, André Gorz et Vivianne Forrester sera le mot de la fin de cette présentation.

★ Contact: William MARIE

e-mail wmarie@easynet.fr

Et l'Italie s'arrêta

Après la « marche rouge », sur Rome les travailleurs italiens ont une nouvelle fois donné, mardi 16 avril, la mesure de leur détermination. La Péninsule n'avait pas connu de grève générale depuis vingt ans ! Deux indicateurs d'une même lame de fond.

Emmenés par les trois syndicats principaux, la CGIL (proche des communistes), la CSIL (catholique) et l'UIL (centriste), treize millions d'Italiens dépassent les clivages politiques traditionnels et se tendent la main au-delà de leurs particularismes sectoriels pour s'unir derrière une même bannière. Cette bannière, c'est le refus de la réforme de l'Article 18 qui impose à toute entreprise de plus de 15 personnes de réintégrer les travailleurs qui auraient été licenciés abusivement.

L'Article 18 ne concerne que quatre millions de travailleurs sur les 22 millions de salariés que compte l'Italie. On comprend donc aisément qu'il sert avant tout de symbole et qu'il catalyse différentes revendications et rancœurs formulées à l'égard du gouvernement de Berlusconi. Ainsi, alors que les manifestations organisées dans les principales villes de la Péninsule (soit deux millions de marcheurs) appelaient à manifester contre la modification de l'Article, des slogans très variés s'y côtoyaient. En plus du mot d'ordre principal, les uns protestaient contre les réformes de l'enseignement issues du plan européen de Bologne, les autres s'insurgeaient contre le capitalisme et d'autres encore s'opposaient à l'invulnérabilité et la suffisance du gouvernement italien actuel.

N'oublions pas que cette grève générale se déroule dans un climat plus que tendu où, d'une part, le principal syndicat, la CGIL, est accusée par le gouvernement de faire le jeu de terroristes et où, d'autre part, le chef de État lui-même est accusé de corruption. Au milieu de ces deux pôles, rien. Le néant. Les partis politiques, laminés de gauche à droite par les dissensions internes ou les arrestations pour corruption, sont inexistantes. Il s'agit donc d'un véritable bras de fer entre les organisations de travailleurs et le pouvoir. La leçon que donner actuellement l'Italie est fondamentale : les syndicats incarnent les seuls porte-voix valables pour les revendications et, ce, aux yeux de la majorité de la population et alors même qu'on salit la CGIL du sang de Marco

Biagi. L'assassinat de ce collaborateur du ministre du Travail a pourtant de quoi interloquer et refroidir des manifestants soupçonneux : Biagi bossait sur la réforme du fameux Article. Mais il n'en est rien, les Italiens sont avec leur syndicat.

Regain du syndicalisme ?

Quelles sont les raisons de ce regain de syndicalisme ? Primo, les partis partent en couille et le pays a traversé depuis cinquante ans plusieurs périodes de profonde instabilité. Face à cette situation, les syndicats constituent encore l'une des seules forces stables. Secundo, les organes État se sont discrédités à maintes reprises et de façon flagrante, de la même manière les syndicats représentent l'image inversée et disposent toujours d'une bonne crédibilité. Tertio, le citoyen souhaite avoir un contact plus direct avec le pouvoir et être mieux représenté, ce que lui permet facilement une structure telle que le syndicat. Quatro, dans le même élan, le citoyen souhaite clarifier la lecture quelque peu brouillonne des diverses institutions auxquelles il ne comprend plus grand chose.

Mais attention, ce dernier point a également poussé nombre d'italiens à voter pour Berlusconi, à opter pour un visage clair, paternel, posé au-dessus de la mêlée. Il ne faut donc pas trop vite conclure à une radicalisation massive des habitants du pays de la Dolce Vita. Beaucoup d'entre eux, et les instances syndicales en tête, souhaitent encore rétablir le dialogue social avec Berlu, lequel se disait en fin de grève à nouveau prêt à discuter. La logique qui anime le mouvement actuel est donc encore fortement marquée de réformisme. Ce que nos compagnons de la Fédération Anarchiste Italienne dénoncent par tracts et affiches. Il appartient aux libertaires de la Péninsule de souligner le rôle puissant que les syndicats pourraient jouer comme moteur d'une démocratie directe.

Unité des forces et du discours

La Botte réussit pour l'instant là où la Belgique a échoué lors de l'importante crise sociale de 1996 : la fédération de l'énergie. Nous, nous n'avions pas su nous unir alors que le système connaissait identiquement un dérèglement généralisé avec les fermetures de Clabecq et de Levi's, avec la répression ultra-violente des manifestations d'étudiants, avec aussi les scandales Augusta et Julie et Melissa. La question de la formulation d'un discours construit et unitaire se pose cependant pour le mouvement italien. L'Article 18 sert bel et bien d'étendard commun, mais différentes revendications s'affichent encore séparément sur les pancartes dans la même manifestation, comme je l'ai dit précédemment. Or le mouvement doit rapidement accoucher d'un projet de société cohérent ou du moins d'un cahier de charge structuré ou sinon il s'essoufflera dans la grogne et les revendications particularistes de chaque secteur ou groupe militant. Berlusconi n'aura alors plus qu'à bousculer habilement ce géant morcelé de treize millions de citoyens pour qu'il chute.

Rôle des anars

Sans jouer les grands clercs, il semble qu'une des clefs de la lutte des syndicats contre le gouvernement actuel réside sans doute dans la critique du capitalisme État. Cette forme économique se dessine avec de plus en plus d'assurance sous l'impulsion de Berlusconi comme super-

patron. La CGIL caricaturerait à peine si elle dénonçait un retour à l'Ancien Régime, elle n'abuserait presque pas si elle peignait Berlusconi en Roi Soleil. Ce syndicat pourrait alors progresser à grands pas vers plus de justice sociale si, rejetant simultanément le capitalisme cannibale et le socialisme État oppressif, elle s'engageait résolument vers un socialisme libertaire.

Une autre clef de la lutte actuelle tient dans la menace formulée par les syndicats : si la réforme devait malgré tout passer (ce qui se déroulera probablement puisque Berlusconi, appuyé par le groupe Cofindustria, entend bien mener les réformes à leur terme), si la modification de l'Article 18 et de bien d'autres devait donc malgré tout aboutir, les syndicats envisageraient un référendum populaire pour abroger les lois éventuellement adoptées. L'Italie se trouverait alors au seuil d'un changement profond des liens sociaux. Non seulement, les travailleurs cesseraient de subir des lois qu'ils ne décident pas et approuvent encore moins mais, en plus, ils disposeraient dès le même instant de la possibilité de choisir librement et en concertation leurs propres règles de vie. Le contrat social serait alors pleinement réalisé, le corps social serait pourvu d'un sens véritable et la démocratie, qui fait actuellement défaut, serait poussée à un degré bien plus élevé que celui d'aujourd'hui.

Dans ces deux situations, les anarchistes ont un rôle primordial à jouer. Seront-ils capables de se faire entendre et de convaincre ? L'avenir le dira. Cependant, je n'ose imaginer vers quelle dérive pourrait se tourner la population italienne si les syndicats eux-mêmes ne satisfaisaient pas aux attentes de treize millions de travailleurs. Après bien des déceptions, elle serait bien capable de donner sa chance au premier raconteur de salades venu comme elle a donné sa chance à Berlusconi.

« C'est une journée extraordinaire », s'enthousiasmait le leader de la CGIL avant de reprendre d'un ton plus grave: « Le gouvernement et le patronat doivent prendre conscience du fait que nous ne cesserons que lorsque nos objectifs auront été atteints ». Aux travailleurs de poser leurs objectifs à la hauteur de leurs exigences !

Le premier mai, le chianti aura une saveur particulière.

★ Bella ciao

Humains malgré eux

Les voyageurs sont de plus en plus nombreux à prendre le train: l'an dernier, la SNCB a transporté 146,5 millions de personnes, soit 15% de plus qu'en 2000. Depuis 1998, le trafic voyageurs a augmenté de plus e 13%. Le même mouvement à la hausse (+3%) s'observe en transport international.

Mince alors. Cela fait déjà belle lurette que, sur l'étoile qui va de Bruxelles aux bords de la Belgique et vice versa, on voyage debout, sur des trajets de vingt minutes à une heure et demi, tout au long de douze compartiments. Le contrôleur explique que c'est la longueur maximale et qu'on ne peut pas en rajouter un treizième, pour la sécurité. D'ailleurs, ça porterait malheur. Mais alors, où va-t-on les mettre, les gens qui viennent en plus? Et quand est-ce que ça va s'arrêter d'affluer?

Il faut aussi se rendre compte que ces longs trajets surpeuplés font aux navetteurs des journées de douze, treize heures d'absence de leur maison. Dans le train, il règne une concentration silencieuse, un peu maussade; une politesse remarquable. On bouge peu, on parle peu. Ceux qui sont dans les coins, dorment. On croit s'être égaré dans un monde de génétiquement corrigés qui n'ont pas de nerfs. Ca ne va pas être facile de faire comme eux...

Jusqu'au soir où le train n'arrive pas. Il a dix minutes de retard. Sur le quai, les haut-parleurs en annoncent vingt de plus. « Quoi, mais c'est la deuxième fois cette semaine! Et la semaine passée! » D'un coup, ça bout! On frise l'émeute! Il faut les voir tout décoiffés, les insérés-dans-le-monde-du-travail. Alors, on est excité comme les gosses quand il neige. On se sent à la fête. Plus de doute, ce sont bien des humains ! Même s'ils le sont malgré eux. Leur humanité en eux se révolte.

Là où ça va dérailler

A propos du rail, on dit aussi que la SNCB se privatiserait. Ma foi, on veut sans doute suivre le modèle anglais. British Railways, d'abord passée entre les mains d'actionnaires, s'est éclatée en 1994 en une centaine de secteurs indépendants collaborant entre eux au moyen de contrats. Un opérateur louant et gérant une partie de la voie pouvait, s'il comprimait bien les coûts, tirer son petit bénéfice. Quant aux bailleurs de la voie, ils pouvaient en permanence remplacer un opérateur qui leur payait une faible rente, par un autre, plus juteux. C'était la concurrence parfaite entre les cent firmes franchisées et cent autres attendant leur tour dans l'ombre.

Tout ce petit monde des opérateurs franchisés se rattrapa férocement sur les coûts du personnel. *Faire simplement son boulot, cela ne suffit pas! Il faut gagner des contrats, réussir sur le marché de la concurrence!* Les cheminots perdirent leurs facilités de circulation, leurs congés payés, leurs congés maladie: ils étaient rémunérés par rapport à leur temps de travail, pas par rapport à leur temps libre.

Les voyageurs ne virent pas pour autant baisser le prix de leur titre de transport. En effet, comme la demande est rigide, autrement dit comme les gens ne peuvent pas se passer de prendre le train, on n'a pas besoin de baisser le prix du transport pour en attirer davantage, et même, on n'en perd pas des masses si on l'augmente. La demande la plus rigide est celle des navetteurs, adultes ou enfants allant à l'école. A bon entendeur salut.

Enfin, concernant la qualité du service, le bilan de l'aventure anglaise est carrément sombre. *Les réclamations des voyageurs se multiplient: absence d'information, insalubrité, retards et annulation de trains... sans parler des accidents.*

Qui a tiré son épingle du jeu? Les actionnaires: ils sont propriétaires, bailleurs et rentiers de la voie. L'action du groupe Railtrack PLC a par exemple progressé de 300% entre 1996 et 1998. Pour verrouiller le système, une partie de ces actions très rentables a été saupoudrée parmi cheminots eux-mêmes sous la forme de « stock-options ». Pas tout à fait de quoi compenser la perte des congés payés, du tarif préférentiel et des congés maladie. Finalement, dans l'aventure, tout le monde s'est appauvri en argent et en qualité de la vie, sauf une poignée de gros actionnaires qui

roulent en limousine et ne prennent pas le train, qui ont ainsi d'excellentes raisons de se moquer éperdument de la qualité de la vie de la grande masse.

Et à la fin de la fin du processus de privatisation, qu'est-ce qui arrive? Monsieur Tony Blair donne 6 milliards de livres de l'argent des contribuables aux privés qui gèrent les chemins de fer, pour qu'ils relâchent un peu la pression sur les travailleurs et les utilisateurs, qu'ils rafistolent et renouvellent un peu le matériel, enfin pour que ça roule de manière à peu près convenable. C'est un secteur sensible, après tout. Les privés qui le gèrent peuvent ainsi comprendre que la demande du gouvernement pour que cela fonctionne est assez rigide, elle aussi.

Après quoi, on se demande encore pourquoi les anciens dirigeants politiques trouvaient évident qu'en plein paysage capitaliste, les chemins de fer devaient quand même rester nationaux!

Déjà, une directive européenne récente oblige les sociétés de chemin de fer des quinze à distinguer la comptabilité liée à l'infrastructure et celle portant sur l'exploitation ferroviaire; ce qui rend possible une généralisation du modèle anglais. Il reste à savoir si, en Belgique, les pouvoirs publics vont oser dégrader l'organisation du rail au point de multiplier les trains en retard, les trains supprimés; et si, dans ce cas, les navetteurs vont péter les plombs ou montrer des capacités de soumission de plus en plus inespérées.

★ Cécily

D'après: Le Vif 20ème année n°13;

le Monde Diplo Avril 2002

Le conseil des ministres de Barcelone

En février, trois cent mille personnes se sont rassemblées à Barcelone pour exprimer leur oppositions aux objectifs du conseil européen qui devait se tenir dans cette ville. « Non à l'Europe du capital! Une autre Europe est possible! » Quelle belle foule et quelle grande fête!

Suite aux rapports de force de Gènes, Göteborg et Prague, les organisateurs de l'antimondialisation n'ont toutefois plus cherché à empêcher la tenue du conseil. Alors, pendant que la manif se déroulait sans violence, le conseil s'est lui aussi tenu sans encombre, et sans écoute envers les trois cent mille citoyens rassemblés là tout près.

Les ministres des quinze y ont discuté *de l'âge de la retraite, des fonds de pension, de la libéralisation des services publics, de la politique salariale et de la flexibilité du travail*. Le Financial Times note crûment: *Le résultat le plus encourageant est que l'UE va toujours dans la bonne direction. Malgré les exigences des syndicats, on ne voit aucun indice du retour à un programme de réglementation sociale et d'harmonisation fiscale.*

Deux points sont susceptibles d'un commentaire: l'âge de la retraite et la libéralisation des services publics.

L'âge du capitaine

Les lobbies patronaux ont imparti aux ministres quelques années pour le mettre à 70 ans. Dans leur jargon, cela donne: *Il faudra chercher d'ici 2010 à augmenter progressivement d'environ cinq ans l'âge moyen effectif auquel cesse, dans l'UE, l'activité professionnelle. Des progrès à cet égard seront examinés chaque année devant le conseil européen de printemps.*

Or, en Belgique, le Bureau du plan vient tout juste de nous démontrer que le papy-boom sera un phénomène neutre au niveau budgétaire, parce que, si les vieux ont besoins de pensions, par contre ils n'ont pas besoin d'enseignement gratuit, et donc, ce qu'on perd d'un côté, on peut le récupérer de l'autre.

Remarque: avec un nom pareil et des rapports comme celui-là, on se demande comment fait cet organisme pour survivre.

C'est dire que l'augmentation de l'âge de la retraite, voulue par les lobbies patronaux, n'a rien à voir avec la sauvegarde des pensions. D'ailleurs, reculer le droit à la pension jusqu'à l'âge où environ la moitié de ses titulaires ne sont déjà plus de ce monde, ce n'est guère le sauvegarder.

Cette mesure est donc destinée à deux objectifs fort étrangers au bien commun. D'une part, elle va peut-être encore un peu durcir la concurrence entre les travailleurs dans le grand panier de crabes qu'on appelle le marché de l'emploi. D'autre part et surtout : réduire les sexagénaires à vivoter entre du chômage, des p'tits boulots partiels qui ne remettent jamais le compteur du chômage en première période, et des mutuelles sévères capables de guetter les rémissions entre deux poussées de maladie évolutive pour renvoyer le plus possible de monde au chômage... voilà qui permettra aux pouvoirs publics de tenir le budget des États non pas en équilibre, mais en bonus, pour en dégager des cadeaux supplémentaires aux entreprises et à leurs actionnaires, sous la forme de réduction des cotisations sociales patronales et des impôts sur les sociétés.

Déjà, les médias nous poussent au cul. Le Vif de fin mars 2002 publie dûment sa p'tite bafouille à ce sujet. *Emploi des seniors: la Belgique patine!*

On y lit: *c'est essentiellement l'emploi des plus de 55 ans qui transforme la Belgique en cancre: à peine un quart d'entre eux sont encore au travail, alors qu'ils sont 37,5% ailleurs dans l'Union Européenne et que l'objectif fixé pour 2010 est de 50%. Pour remédier à cette situation, le Conseil supérieur de l'emploi préconise de développer la formation, de réintégrer les inactifs et les demandeurs d'emploi sur le marché du travail, de faciliter l'harmonisation entre la vie privée et la vie professionnelle et de prolonger la vie active.* « Cancre », la Belgique? De quel professeur est-ce le mauvais élève? Du Conseil supérieur de l'emploi, c'est-à-dire des patrons.

Prolonger la vie active: on en est encore aux euphémismes. Quand est-ce que le Vif nous balancera sur des doubles pages que l'âge de la retraite va être mis à septante ans, et que les vieux adorent cela parce que cela leur donne une raison d'exister ? A en juger par l'histoire récente du backlash libéral, cela pourrait arriver plus vite qu'on ne le pense, et on sera toujours surpris de voir combien sont les lecteurs à tomber lourdement dans le panneau.

De l'eau dans le gaz

A Barcelone, les ministres des quinze se sont aussi entendus annoncer qu'il faut « libéraliser » le gaz et l'électricité. *Exigences initiales de la présidence espagnole et de la Commission: libéralisation complète pour tous les usagers (entreprises et ménages) en 2003 pour l'électricité et en 2004 pour le gaz.* Il faut faire comme le rail anglais: éclater le patrimoine entre différentes entreprises privées dont certaines en tirent une rente qui leur est servie par d'autres qui le louent et l'exploitent.

Or, Monsieur AZNAR, président espagnol et président du Conseil européen, *s'est bien gardé d'évoquer la situation de son propre pays. Cinq compagnie s privées s'y partagent le marché national, et les coupures d'électricité sont désormais monnaie courante, bien que la facture aux usagers comporte une clause de garantie de maintien de la puissance fournie. Et « la société doit se préparer à pire », affirme l'administrateur d'une de ces electricas.*

Pareil en Californie: *pannes de courant de longue durée affectant jusqu'à la sacro-sainte Silicon Valley, augmentation des tarifs de 500 à 1000%, ponction du contribuable à hauteur de 20 milliards de dollars (auxquels pourraient s'ajouter 43 milliards supplémentaires) pour financer des contrats que l'État a dû passer en catastrophe pour pallier les carences du secteur privé... Le commissaire californien à la régulation de l'électricité en dit: Il est évident que personne ne devrait suivre l'exemple de la libéralisation en Californie. Il s'est révélé désastreux sur tous les plans. (...) La situation actuelle est le chaos. » Or, on a agi de la même manière au Royaume-Uni et en Australie, avec des résultats identiques.*

Mince alors, et le gaz là-dedans, ne va-t-il pas se mettre à exploser un petit peu de ci de là? Car le problème est toujours le même: courant à l'argent facile, ces entreprises perdent de vue le renouvellement du matériel, les conditions de travail de leurs agents, la sécurité, ce qui multiplie les incidents techniques et les erreurs humaines. Prenant les usagers en otages, elles contraignent finalement les États injecter dans le système, aux frais des contribuables, autant de subsides ou même plus que du temps où ces secteurs de l'économie étaient nationalisés. Même si une de ces firmes cassait son propre matériel, l'État viendrait le lui réparer. Alors, pourquoi se gêner?

★ Cécily

D'après: Le Vif 20ème année n°13;

le Monde Diplo Avril 2002.

Deux soirées de soutien

aux inculpés des manifs de décembre

Dans le cadre de RAGE-BXL, des militants ont décidé d'organiser une soirée de mobilisation et de solidarité avec les trois allemands inculpés après leur participation au contre-sommet de Laeken en décembre 2001.

Ce procès, injuste et illégitime, connaîtra sa dernière audience le 13/05/02, et Benjamin, Marek et Niels risquent d'être condamnés. Nous devons les soutenir et exprimer notre révolte.

Cette soirée aura lieu le 11 mai 2002 à l'Espace Marx (Rue Rouppe, 4 à 1000 Bruxelles), soit deux jours avant l'audience, quand la médiatisation sera la plus grande, et la mobilisation la plus forte. Nous envisageons un ou deux concert(s) interrompu(s) par des interventions militantes sur les thèmes de la solidarité, de la répression croissante et de la criminalisation des mouvements sociaux.

Les bénéfices seront donnés aux inculpés et à leurs familles, pour les aider à assumer les frais engendrés par le procès.

Conscients que les luttes se rejoignent, nous voulons également prolonger la mobilisation contre tous les autres procès répressifs dont sont victimes les militants qui ont osé résister au capitalisme, à l'injustice et à la fatalité.

Pour que la mobilisation et la solidarité soient possibles, nous invitons toutes les personnes, groupes et organisations qui sont concernés par ce problème à s'associer à notre initiative.

★ Contacts provisoires

e-mail : RAGe.bxl@caramail.com

Tél. (Jan) : 0486/58 19 18

Aux inculpés anti-OGM

Les 13 personnes qui comparâtront devant la justice pour avoir décontaminé deux hectares de cultures OGM (betteraves et maïs) et de "tests", vous proposent de les rejoindre le vendredi 10 mai 2002 à 18 h. à Louvain-la-Neuve.

Les bénéfices (éventuels!) serviront à couvrir les frais du procès.

Programme

18 h: Resto + projection « La récolte gronde »

Ce film braque le projecteur sur la vaste entreprise d'expropriation du vivant et des hommes dont les O.G.M. sont l'un des derniers maillons, et propose d'y répondre par la mise en pratique collective d'un principe de précaution trop souvent vidé de son sens. Il se compose d'extraits de la conférence-combat d'ouverture, de la Seeds Party et d'un clip sur la décontamination.

20 h: Concert de Daniel Hélin et de René Binamé

Lieux: Ferme du Biéreau, Scavée du Biéreau, Louvain-la-Neuve. Prix libre.

★ Infos: 010/45.54.35 ou soutien7mai@altern.org

Rappel

Le 7 mai 2000, 200 personnes participaient à une action de décontamination à Franc-Waret, dans le namurois.

Cette action clôturait le "Festival de résistance aux OGM" qui avait commencé dans la matinée par une conférence-débat. Après un repas bio, la majorité des participants se sont rendus au village de Marchovelette d'où est parti une Seeds Party en direction de la ferme expérimentale de la multinationale américaine Monsanto. Il s'agissait de la première action de décontamination en Belgique.

13 personnes sont actuellement poursuivies sur base d'une plainte déposée par Monsanto. Elles devront répondre des charges suivantes: - pour treize personnes: de "violation de domicile", - pour dix d'entre eux : d'avoir "méchamment coupé ou dévasté" des cultures de colza, d'orge de printemps et de blé d'hiver, - pour les mêmes : d'avoir "méchamment ravagé" des semis de maïs et de betteraves. Monsanto réclame 137 500 euros de dommages et intérêts.

Photos et compte-rendu du Festival de résistance aux O.G.M. : <http://sbb.collectifs.net/> Pour contacter les inculpés: soutien7mai@altern.org Pour s'inscrire à la liste de diffusion [ProcesOGM] envoyer un message à procesogm-request@lists.collectifs.net avec "subscribe" comme sujet.

La C.A.T.

Coordination Autonome des Travailleurs

Dans ses anciens statuts, la F.G.T.B. précisait comme finalité « l'abolition du salariat (ou du travail) ». Elle a aujourd'hui abandonné cet article de ses statuts et, qui plus est, nous voyons combien les syndicats institutionnels sont devenus des organes de cogestion du système capitaliste d'exploitation des travailleurs.

Ce n'est d'ailleurs pas d'aujourd'hui, c'est de l'époque de la 2ème guerre mondiale où le patronat redoutait les effets de la Révolution Soviétique et avait pris bonne note de la Révolution d'Espagne. Clandestinement, lors de congrès paritaires (représentants des syndicats + représentants du patronat + représentants du gouvernement en exil), pendant la Seconde Guerre Mondiale, furent décidés des lois concernant la Sécurité Sociale à mettre en oeuvre dès que la guerre prendrait fin et ce contre la promesse d'une paix sociale.

Dès lors, à l'heure où ces syndicats institutionnels (F.G.T.B., C.S.C., C.G.S.L.B.) ne défendent plus l'intérêt des travailleurs ou si peu, pratiquent le corporatisme (négarion de l'intérêt de classe au profit de luttes divisées chacune dans leur coin), virent leurs délégués syndicaux les plus à la pointe du combat anti-bourgeois (cf. Clabecq), la nécessité de l'émergence d'un nouveau syndicalisme, révolutionnaire, s'impose.

La C.A.T. se veut ce nouveau syndicalisme et pratique l'anarcho-syndicalisme. Luttés d'actions directes, de réappropriation de l'outil de travail, de grève générale; tel est ce à quoi nous aspirons construire. Non pour maintenir les travailleurs dans leur exploitation en se contentant de préserver leur emploi mais bien pour les en libérer avec comme finalité le Communisme Libertaire.

Cependant il n'est pas nécessaire d'être anarchiste pour adhérer à la C.A.T. et pour être défendu par elle. Prenons exemple de la C.N.T. française qui a défendu et dans laquelle se sont syndiqués des travailleurs musulmans de la COMATEC (société de nettoyage du métro parisien). Mais alors comment en arriver à une société de Communisme Libertaire si nos membres ne sont pas d'office libertaires?

Nous comptons sur la propagande par le fait, ou plutôt sur l'éducation par le fait car la propagande est foncièrement réductrice. Education par le fait: lorsque les travailleurs d'entreprises (ouvriers et employés) auront menés une lutte de manière autogérée, « organisons-nous sans chef ni élu » telle est notre devise, ils sauront ce qu'est l'autogestion, sauront se critiquer quant à la manière dont se sont déroulées leurs assemblées et les améliorer. Jusqu'à vouloir l'appliquer dans la vie de tous les jours.

Education par le livre, les brochures, les publications également. La première chose qu'a faite la C.N.T. espagnole lors et avant la Révolution Espagnole fut de réaliser moult publications et d'ouvrir des écoles. Education par le débat également: le Communisme Libertaire n'est pas un moule auquel il faudrait se conformer; nous avons tous des idées différentes à confronter et à concilier.

Pourquoi un syndicat pour en arriver au Communisme Libertaire? Parce qu'il convient de s'en prendre au capitalisme (bourgeoisie et Etat) par ce qui peut l'ébranler au plus haut point: les forces productives et la production. Sans forces productives soumise point de capitalisme.

Si aucune lutte progressiste n'est étrangère à notre syndicalisme (antimilitarisme, anticléricalisme, écologisme, antisexisme, droit au logement, antiracisme, etc.) nous ne nous proposons pas de vouloir remplacer les structures de luttes préexistantes (tels la Fédération Anarchiste Francophone, le C.C.L.E., le C.S.T., etc.) mais simplement d'être une force supplémentaire menant une lutte sur le terrain du travail et de ses conditions.

Si vous êtes travailleurs, chômeurs, minimexés, retraités, artistes qui en avez marre du syndicalisme corporatiste de dernière minute et collaborateur (genre on négocie les conditions de licenciement, on demande une augmentation de 10% des minima sociaux mais surtout on ne décrète pas de grève pour faire pression en cette faveur, etc.) ou étudiants qui en avez marre du syndicalisme directif (genre F.E.F. qui affiche partout une mobilisation contre le numérus clausus mais ne fait aucune séance d'information et encore moins de consultation dans les campus et Hautes Ecoles), rejoignez-nous!

Nos réunions se tiennent au 65 rue du Midi 1000 Bruxelles, le dimanche de 15 à 17h, sonnette Centre Libertaire . Nous sommes conscients que c'est un jour difficile pour certains (seul jour de loisir) mais si vous voulez vraiment vous organiser sans laisser d'autres prendre des décisions à votre place essayez de venir ne fut-ce qu'irrégulièrement (une fois par mois par exemple).

Organisons-nous sans chef ni élu!

★ Philippe

C.A.T.

Union Locale de Bruxelles

Refusons la guerre désertons le capitalisme

La Palestine est le plus grand « centre fermé » de notre planète. Un centre fermé qui dénie à tout un peuple le droit à la terre. De la même façon que les états de la gouvernance impériale refusent tous les droits aux réfugiés qui fuient la catastrophe néolibérale, l'état israélien refuse aux prisonniers des bantoustans palestiniens la possibilité de disposer de leur terre et les transforme tous en réfugiés ou en prisonniers de guerre. Dans ces conditions, ils peuvent être expulsés ou tués à tout moment par un pouvoir que ne reconnaît pas leur droit à la vie et à la terre. Ils peuvent juste survivre en tant que main d'œuvre corvéable par l'économie israélienne alors qu'il leur est interdit de maintenir et de développer leur propre économie.

1. La division de la Palestine en un confetti de petits bantoustans permet au pouvoir israélien de transformer la vie des Palestiniens en vie nue : une vie sans économie, sans véritable politique, sans aucune des caractéristiques d'une Cité humaine.
2. La main d'œuvre carcérale palestinienne est cependant indispensable à l'économie coloniale israélienne : la preuve, Israël doit accepter des travailleurs palestiniens, même si parfois leur désespoir les fait exploser. Les explosions de travailleurs font partie des coûts de transaction d'une économie sauvage qui doit maintenir en Palestine un état permanent de non droit pour pouvoir disposer de la force de travail qui lui est nécessaire.
3. Israël est la métaphore de l'Empire global : un pouvoir qui impose la guerre permanente comme moyen de déstabiliser les populations pour mieux pouvoir les exploiter. La guerre n'est pas un accident de parcours du capitalisme. Si Jaurès avait pu dire en 1914 que « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage », aujourd'hui l'orage est constant et ne peut ne pas l'être. Le capitalisme actuel a besoin à la fois de la totalité de la vie des individus, de leur intelligence, de leur sociabilité, de leurs affects et de la plus complète soumission de ces mêmes individus. Il faut au capitalisme notre vie et notre liberté et **SIMULTANEMENT** notre oppression et notre exploitation.

4. Ce paradoxe conduit à la guerre permanente qui est une guerre de destruction du tissu social et de l'autonomie du social. Comme un vampire qui devrait maintenir en vie sa proie pour pouvoir se nourrir de son sang, le capitalisme globalisé maintient et promeut notre vie à tous, tout en la maintenant dans les limites strictes de sa gouvernance. Toute tentative d'autodétermination est sévèrement réprimée et le pouvoir qui garde la vie, devient sans solution de continuité bourreau et tortionnaire. La guerre permanente est ce moment de contrôle absolu, qui fait de la gouvernance néolibérale un pouvoir d'exception. Le droit, les valeurs humanitaires, la liberté sont proclamés haut et fort par le pouvoir, ce qui ne le prive pas d'exercer la violence la plus débridée et meurtrière au nom des ces mêmes valeurs.

5. Nous sommes tous Palestiniens. Nous sommes tous des membres d'une société qui cherche sa terre et son autodétermination face à un capitalisme qui, tout en ayant besoin de nous, ne peut que nous les refuser. Cela n'a rien avoir avec un nationalisme, quoique des idéologies nationalistes résiduelles soient encore présentes dans les luttes. Nous sommes tous à l'intérieur d'un système qui n'a pas d'extérieur, parce qu'il n'a pas de limites. C'est un système fragile où les travailleurs potentiellement explosifs sont aussi indispensables qu'insupportables. Cette maladie essentielle qu'est le terrorisme n'est nulle part mieux visible que dans ces terribles explosions. 6. Mais à l'intérieur, il y a aussi et surtout la vie, l'amour, l'intelligence, tout ce qui ne peut se transcrire en termes de capital et dont le capital a cependant essentiellement besoin. Pour libérer ce potentiel, pour nous libérer, nous nous devons de refuser la guerre et de désertir la logique meurtrière du capital. C'est ce que font avec un courage qui n'a pas le moindre reflet dans les média impériaux quelques centaines de frères et sœurs qui sont maintenant en Palestine pour y défendre la vie, notre vie à tous, en défendant le peuple palestinien. Ils dénoncent ainsi le langage hypocrite de nos vampires et placent ce système devant sa contradiction la plus flagrante.

7. La « diplomatie par le bas » reconstitue le tissu social détruit par la guerre et l'économie capitaliste. Elle le reconstitue contre les états et les armées, en appelant à une démocratie sans limites face à la rhétorique impuissante des droits de l'homme. Le courage de placer son corps devant les chars de l'occupant, de dénoncer les meurtres, d'exiger que les blessés soient soignés et que la dignité des personnes soit respectée, s'oppose au racisme monstrueux de la « démocratie » coloniale israélienne, pour qui nos frères et sœurs de Palestine sont de la vermine à exterminer. Le discours raciste, distingue entre les « occidentaux » et les « musulmans », mais aussi entre les citoyens paisibles et le black block ou l'entourage diffus du terrorisme. Il n'a rien à voir avec les « races » biologiques, mais avec le droit de tuer. C'est le seul discours qui permette à un régime qui dit promouvoir la vie et les valeurs humanitaires de s'imposer comme souverain et, par conséquent, d'ôter cette vie même dont il tire sa légitimité politique et son profit économique.

8. La présence en Palestine en ces mois de mars et d'avril 2002 des internationaux du mouvement représente un véritable tournant dans la politique mondiale. Non seulement la brutalité de l'Empire et de son satellite israélien se trouve dénoncée, mais un nouveau réseau militant peut commencer à se développer en Palestine/Israël où nos sœurs et frères arabes et juifs pourront s'unir pour désertir la guerre de l'Empire. La vie, l'amour, le rire, même dans les camps où on veut nous vouer à la mort auront raison, comme dans le film « La vie est belle » de notre ami Benigni, d'un Empire laid et méchant (brutto cattivo).

★ John Brown

Témoignage: chronique de la mission civile internationale de protection du peuple palestinien

Ramallah, le 29 mars

Nous sommes à 300 mètres du palais présidentiel d'Arafat. Les chars sont en train de tourner partout. Ils ont attaqué le palais.

Nous sommes témoins actuellement des exactions de l'armée israélienne contre la population palestinienne. Ils entrent dans les maisons, ils cassent tout, ils coupent volontairement le téléphone, les lignes téléphoniques,...

Nous nous sommes portés volontaires pour encadrer les ambulances. Nous avons reçu l'interdiction formelle du consul de France parce qu'ils tirent sur les ambulances. Actuellement ils tirent sur les ambulances. On ne sait pas du tout quel est le bilan des blessés et des morts pour l'instant. Nous sommes là solidaires pour témoigner de notre intérêt pour le peuple Palestinien et pour essayer de le protéger contre la barbarie de l'armée israélienne.

Ramallah 29 Mars, 19h20 heure locale

Nous sommes toujours dans Ramallah actuellement, notamment toute la délégation française.

Nous avons appris dans l'après midi que les Israéliens avaient prévenu le quai d'Orsay qu'ils avaient donné l'ordre de tirer à vue sur toute personne dans la rue y compris les Internationaux. La journée s'est donc passée sans que l'on fasse de manifestation ou de démonstration.

Nous avons vu les chars passer plusieurs fois devant l'hôtel à quelques mètres. Nous avons entendu des bruits de combat toute la journée, des bruits sourds, des tirs... On a vu des soldats descendre des blindés transport de troupes pour couper volontairement l'électricité, le téléphone... C'est un véritable sabotage organisé. Les rues sont vides, le couvre-feu est complet. Aujourd'hui, ils viennent d'attaquer le palais présidentiel d'Arafat. On n'est pas très éloigné. On entend les combats au loin mais tout se passe bien pour l'instant.

Ramallah, 30 Mars, 6 h45 heure locale

La mission civile internationale pour la protection du peuple palestinien a décidé aujourd'hui de sortir dans la rue pour aller en groupe à l'hôpital de Ramallah donner son sang et ensuite participer à une distribution de médicaments dans les rues en bravant le couvre-feu et en avançant malgré les chars et les tanks.

Les rues sont un peu plus calmes aujourd'hui, il n'y a pas de tir. On n'a plus entendu de tir depuis le lever du soleil. La situation semble un peu plus calme.

Nous avons vu des lignes téléphoniques coupées, des maisons qui ont été investies et détruites. C'est du sabotage sans aucune raison car ce n'était pas des maisons de combattants et que les soldats israéliens n'ont pas trouvé d'armes.

Ramallah, 30 Mars 9h00, heure locale

Nous sommes deux volontaires pour entrer avec des ambulances dans Mokota, le palais présidentiel d'Arafat où il y a de nombreux blessés. Hier, une seule ambulance a été autorisée à entrer. Il y avait un chauffeur palestinien et deux internationaux, un américain et une irlandaise. Les soldats israéliens ont laissé entrer l'ambulance qui a pu prendre le blessé, mais à la sortie les soldats ont chassé les deux internationaux. Ils ont arrêté le chauffeur qu'ils ont mis en sous-vêtements, sorti le blessé de l'ambulance et ils les ont laissés 2 heures sous la pluie.

Nous sommes donc 2 volontaires internationaux qui avons pris l'engagement de ne pas nous séparer de l'ambulance pour éviter les exactions des Israéliens.

Depuis ce matin, nous avons vu une série d'ambulances qui ont essayé de nous rejoindre. Mais les soldats les ont bloquées systématiquement. Ils empêchent les gens de porter secours aux blessés et même d'emporter les morts.

Nous (internationaux et palestiniens) sommes arrivés à l'hôpital de Ramallah au moment où il allait être envahi par les soldats israéliens pour s'emparer des blessés. Moment très tendu, d'autant plus qu'une ambulance venait de rentrer avec 2 cadavres. Nous avons opposé une résistance d'une telle fermeté que nous avons obtenu le départ des soldats. Nous sommes ensuite partis en cortège serré vers le QG d'Arafat et y avons pénétré. Après l'entretien avec Arafat, les 3 camarades palestiniens qui étaient rentrés avec nous nous ont exposé leur peur d'être arrêtés à leur sortie et torturés. 34 d'entre nous ont choisi de rester.

Des interrogatoires sans violence

Nous sommes donc sortis du QG en refusant d'être séparés de nos camarades palestiniens. Embarqués immédiatement dans des fourgons militaires nous avons été emmenés dans plusieurs camps israéliens de l'armée. A Bettil, puis à Ofra où nous avons été parqués dans un carré de terre entouré de barbelés. Là a eu lieu l'interrogatoire des 3 Palestiniens. Nous nous sommes opposés à ce qu'ils soient interrogés tous trois simultanément et avons obtenu qu'ils le soient un par un. Les interrogatoires se sont déroulés sans violence. Apparemment, ils semblaient très pressés de "se débarrasser" du problème de ces militants palestiniens pour pouvoir s'occuper de notre expulsion.

Dénoncer l'horreur d'Ofra

Mais ils ont commis une erreur. Est-ce négligence ou ont-ils voulu nous impressionner ? Ils nous ont laissé voir ce qu'est le camp d'Ofra, situé dans la colonie au nord de Ramallah. Des carrés de terre délimités par des fils barbelés, quelques tentes surplombées par des miradors. Et au milieu 100, 200 peut-être, Palestiniens à genoux, la plupart les yeux bandés. Les 3 Palestiniens qui étaient avec nous dans le fourgon ont reconnu un voisin, un commerçant, des gens raflés en

masse, mais pas de combattants. Que se passe-t-il a Ofra? Fait-on un nettoyage ethnique ? Il faut demander a la presse qu'elle se rende a Ofra.

Enchaînés, expulsés

Nous avons été par la suite trimbalés toute la nuit. Les 3 Palestiniens ont été relâchés (ils vont bien depuis). Sous escorte, les pieds entravés, nous sommes retournés à notre hôtel récupérer nos affaires. L'ambiance était très tendue. Une foule de Palestiniens étaient présents. Certains ont essayé de nous donner du pain, aboiement des soldats Israéliens, bousculade générale, au cri de liberté pour le peuple palestinien repris par la foule.

Puis direction l'aéroport Ben Gourion à Tel Aviv, où nous avons été bouclés en cellule au centre de détention. Là nous avons eu droit a une magnifique pression psychologique visant à nous extorquer l'engagement de ne pas faire de procès a l'état d'Israël pour détention illégale. Devinez la réponse...

★ Pat rick

Palestine... vers la solution finale ?

A l'égard de la Palestine et de sa population les hordes soldatesques de l'état israélien ne procèdent pas à des agressions, des invasions, des enlèvements, des séquestrations, des déportations, des actes de torture, des assassinats... mais à des... des actes de défense préventive, à des incursions, des arrestations, des dé-ré-tentions, des déplacements, des interrogatoires, des amputations chirurgicales... car cet état, voyez-vous, n'est lié ni par sa constitution et son corpus de lois, ni par les conventions et les traités internationaux (qu'il a pourtant ratifiés) puisqu'il bénéficie d'un droit éternel à l'impunité que lui ont accordé les puissances occidentales en repentance de l'holocauste et qu'un lobbying politique, médiatique, religieux, financier... sait savamment rappeler à celles et ceux qui oseraient le mettre en cause.

Ce droit à l'impunité est, bien entendu, unique car les communistes, les anarchistes, les homosexuel(le)s, les malades mentaux, les déviant(e)s, les tziganes, les opposant(e)s..., dans quelque pays que ce soit ne peuvent se prévaloir aujourd'hui de l'extermination de leurs semblables pour légitimer d'éventuels actes criminels.

Mais, comme on le sait, la soldatesque israélienne ne terrorise pas, ne torture pas, ne massacre pas d'innocentes populations civiles mais des... terroristes et si, d'aventure, un(e) innocent(e) – un nouveau-né, un enfant, une femme enceinte, un vieillard, un médecin, une institutrice, un observateur étranger... - était la victime de cette justice sans limite cette impunité ne serait pas pour autant levée car, bien entendu, la justice est... aveugle et ne saurait être rendue coupable de sa cécité. De plus, à l'instar des camps de la mort, le lit de justice de l'état israélien ne résonne dans aucune conscience de quelque dirigeant, politique, économique, religieux..., occidental que ce soit : les cris de l'innocent(e) sont vains car ils sont voués à la surdité des sages.

Mais, il faut bien l'admettre, cette horde n'est point de barbares mais de civilisés : outre qu'elle veille à ne point détériorer les lieux saints (du moins ceux de l'occident), se contentant d'en faire des lieux... ceints vouant celles et ceux qui s'y terrent au choix de leur mort – par la faim ou la balle - et, en cas d'erreur de tir, voyant ses excuses acceptées avant même d'être prononcées, elle sait mettre à profit toute la puissance mortifère de la science et de la technologie pour effacer ces primitifs(ves) que sont les Palestinien(ne)s qui, eux-elles, en sont resté(e)s à l'âge de... la pierre révélant ainsi cette même intelligence, ce même rationalisme, cette même organisation, ce même zèle méthodique, ce même souci de la perfection... qui prévalurent à la théorisation puis à la construction et, enfin, à la gestion des camps de la mort, autrement dit à l'holocauste comme forme (alors) achevée d'extermination.

Une fois de plus l'Histoire se répète : l'élève doué dépasse le maître et les victimes d'hier se montrent aujourd'hui des tortionnaires bien plus... redoutablement efficaces que les anciens bourreaux.

D'aucun(e)s ne manquent pas de légitimer cette barbarie en la présentant comme un acte de justice : la sanction (le châtement ?) du... terrorisme. Mais c'est oublier là quelques... détails :

- la justice, dans sa conception occidentale, suppose une séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire ainsi que la constitution d'un corps judiciaire qui ne saurait se confondre avec celui des forces armées qui, sous l'autorité du premier n'a pas pour vocation à rendre la justice mais à défendre les frontières nationales;
- la représentation symbolique de la justice occidentale est celle d'une femme qui, bien qu'aveuglée par un bandeau, porte dans une main un glaive mais dans l'autre une... balance. Ainsi, cette allégorie rappelle à celles/ceux qui l'auraient oublié qu'il ne peut y avoir de justice:
 - sans instruction préalable à charge et à décharge, sans droit à la défense, sans procès tenu en séance publique dans un tribunal, sans jugement rendu par un jury ou, pour les cas mineurs, par un juge, sans possibilité d'appel...;
 - si le seul instrument de justice est... glaive;
 - sans distinction entre celui qui prononce le jugement et celui qui l'exécute;
 - si les droits de certain(e)s fondent le non-droit d'autres,
 - s'il n'y a pas une proportionnalité équitable entre le délit et la sanction;
 - sans préexistence d'une loi, sans qualification des infractions et sans individualisation des responsabilités et des éventuelles sanctions.

Or, que constatons nous ? la horde soldatesque israélienne :

- est à la fois procureur, juge et bourreau et ne relève pas d'une autorité judiciaire indépendante mais de sa propre autorité, c'est-à-dire celle de l'état israélien;

- désigne d'avance les coupables, les juge par contumace sans admettre le plus petit moyen de défense et exécute aussitôt ses jugements en appliquant une peine unique : la mort;
- se reconnaît le droit de légitime défense pour le dénier aux palestinien(ne)s;
- exécute, déporte, séquestre... sommairement des populations entières (de maisons, de rues, de villages...) sans chercher à établir et individualiser d'éventuelles culpabilités au regard du droit international - puisqu'elle œuvre en dehors de ses (pseudo)frontières – et en totale démesure avec les chefs d'accusation.

La soldatesque israélienne, en reproduisant l'accusation collective que les nazis proféraient contre les juifs (mais aussi les communistes, les tziganes..., bref tous leurs ennemis), procèdent, comme eux à la... solution finale de la question palestinienne, autrement dit à l'extermination méthodique, systématique de la population palestinienne en ne lui laissant d'autre choix, tout comme pour les juifs de l'Europe dominée par les nazis : la valise ou le cercueil.

Le terrorisme palestinien n'est certes pas excusable – quel terrorisme frappant des civils peut l'être ? – mais, pour celles et ceux qui se savent condamné(e)s à mort, il est assurément le geste désespéré – et, par ailleurs, totalement vain contre la puissance de feu de la horde soldatesque israélienne - d'une ultime revendication au droit d'exister comme l'étaient les attentats de résistant(e)s et les révoltes de déporté(e)s.

Enfant, j'ai vibré de mon cœur, de mes tripes et de ma raison face à l'héroïsme de ces résistant(e)s et de ces déporté(e)s car j'y voyais l'affirmation de l'humanité contre la barbarie, de la liberté contre le totalitarisme, de la dignité contre le renoncement. En même temps, je souffrais des souffrances des victimes des camps de la mort et donc des juifs. Avec beaucoup d'autres je clamais : "Plus jamais ça" et, pourtant, l'indicible horreur de la barbarie est revenue et l'holocauste recommence, sous d'autres cieux, aux dépens d'un autre peuple qui, rappelons-le, ne porte aucune responsabilité dans celui des juifs.

Aujourd'hui, une fois de plus, je suis en deuil de l'humanité et j'ai mal à mon humanisme.

Encore et toujours du sang, des larmes, des cris de souffrance, des appels au secours... Que faire ? Que puis-je faire ? Assurément rien d'efficace quand tout un peuple ne peut s'opposer à une horde barbare qui dispose massivement de moyens militaires sophistiqués mais, surtout, de la complicité, active ou passive, peu importe, d'États qui, eux, pourraient faire cesser le massacre et qui, non seulement ne le font pas mais encore l'encouragent en renforçant le potentiel militaire de la horde et en étouffant les cris de protestation et de révolte de femmes et d'hommes libres se proclamant d'une humanité une et universelle.

Rien d'efficace et de vraiment utile, si ce n'est d'affirmer que je condamne le génocide du peuple palestinien comme j'aurais condamné et condamnerais celui du peuple israélien qui serait conduit au nom d'une autre élection divine ou de tout autre motif.

Je meurs un peu dans chaque victime innocente de la barbarie. Je meurs beaucoup lorsque les victimes sont nombreuses. Je meurs à mon humanisme mais pas à mon humanité. Encore moins à la vie et cela devient insupportable... révoltant.

★ JC

Note de la rédaction: le comité éditorial était partagé à propos de ce texte et a proposé à son auteur d'en modifier certaines phrases, dans l'idée que ce qui se passe n'est pas exactement identique à la solution finale nazie. Mais l'auteur a insisté pour maintenir sa comparaison, en se défendant de toute accusation d'antisémitisme:

"En effet, ce n'est pas être anti-israélien et, pour être explicite, anti-juif, que de dénoncer les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis au nom du sionisme par l'état israélien contre les Palestiniens. De même qu'il n'est pas anti-allemand, anti-russe, anti-chinois... de dénoncer les crimes de même nature par les états allemand, soviétique, chinois... au nom du nazisme, du marxisme, du maoïsme...(...).

L'Horreur ethnocratique

Trois questions sur le Moyen-Orient

Le drame du Moyen-Orient préoccupe, passionne, aveugle. Une saine réflexion impose de rechercher une position qui corresponde à la fois aux exigences de l'éthique et à celles de l'efficacité.

Un peu de notre âme est dans ce berceau d'une partie de l'humanité. Et mille questions se posent: pourquoi ces perpétuels conflits? Peuvent-ils nous affecter? Où veut-on nous mener? Pouvons-nous et devons-nous agir?

On posera trois questions:

- Pourquoi s'intéresser à la Palestine?
- La coexistence d'un État d'Israël et d'un État de la Palestine est-elle la solution souhaitable?
- Quelle est la structure des rapports entre les deux populations?

Cette réflexion se conclura par quelques propositions pour une action efficace et inspirée par l'éthique. Mais comme l'auteur ne dispose pas du privilège de l'infailibilité, il recevra avec reconnaissance les critiques, commentaires et suggestions. On trouvera son adresse à la fin de ce texte.

Pourquoi s'intéresser à la Palestine ?

On peut d'abord remarquer que le drame palestinien est loin d'être le seul du monde contemporain. On ne parle guère pourtant des millions de Chinois atteints par le SIDA, du fait de l'incurie des services étatiques, des guerres endémiques qui sévissent dans plusieurs régions du globe, des pays en ruine d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique du sud. En effet, depuis le dix-neuvième siècle aux États-Unis, et de plus en plus fréquemment ailleurs, quand les médias et les campagnes électorales ne se livrent pas aux discussions triviales, leurs débats sont strictement circonscrits aux intérêts des classes dirigeantes et le choix des positions acceptables est exclusivement orienté selon leurs intérêts. Ce n'est que lorsque des conflits internes opposent les magnats de la finance, de l'industrie ou de la politique qu'ils prennent à témoin l'opinion publique afin de la rallier à leur camp. Ce fut le cas, par exemple, au cours de la guerre du Vietnam.

Les médias ne parlaient guère du sort des Palestiniens il y a quelques mois. S'ils le déplorent maintenant, c'est parce qu'il existe un désaccord entre les décideurs : le gouvernement israélien d'une part, celui des États-Unis de l'autre.

Sans doute, les gouvernements états-unien et israélien sont d'accord sur l'existence et la nature de l'État palestinien, qu'ils entendent maintenir dans une situation de colonisé. Mais Bush est embarrassé par son émule, Sharon, car les cadavres des Palestiniens hantent le monde arabe et le lui aliènent. Il souhaite rétablir le calme au plus tôt afin de pouvoir reprendre ses propres massacres, en Iraq ou ailleurs. Ainsi sommes-nous enfermés dans l'espace contraignant d'un discours qui nous impose à la fois l'objet de notre réflexion et ses propres alternatives.

Ainsi le Moyen-Orient ne peut nous laisser indifférents et s'il existe d'autres lieux sinistres, la proximité de celui-ci offre peut-être plus de possibilités d'action. Néanmoins, nous ne pouvons engager la réflexion avec des cartes tronquées et nous trouver coincés dans une seule alternative, reconstruire ou non l'État palestinien, quand il existe d'autres possibilités.

L'État est-il une solution ou fait-il partie du problème ?

Les militants de gauche raisonnent que si les Juifs ont droit à un État, les Palestiniens aussi. C'est vrai. Et aussi les Basques, les Bretons, les Corses, les Québécois, le Val d'Aoste et les Gitans.

La situation d'urgence, le réalisme semblent imposer cette solution et certains anarchistes l'appellent de leurs vœux: on ne peut laisser se perpétuer un ethnocide. Le mouvement libertaire se trouve divisé, comme il l'a été en 1914, en 1939, et plus récemment au moment de la guerre d'Algérie. Peut-il défilier avec des gens qui crient « Allah akhbar », doit-il réclamer un État Palestinien, pour mettre fin au massacre ? Peut-il s'isoler d'un mouvement social toujours plus visible ? Dans sa position ultra minoritaire, a-t-il d'autres choix ? Il ne peut s'exposer au reproche de Péguy aux chrétiens : « Ils ont les mains propres, mais ils n'ont pas de mains ». Encore faut-il bien analyser la situation et les possibilités offertes à la mouvance libertaire.

Mais le réalisme est que la décision d'un État se fera sans demander l'avis des libertaires. D'une part, on peut toujours appeler État n'importe quel collectivité territoriale, et même, pourquoi pas, une île déserte ou un camp de réfugiés.

Comment un libertaire peut-il dans la même phrase, réclamer l'autonomie d'un peuple et le doter d'un État ? N'est-ce pas contradictoire et pervers ? L'État d'Israël fut une erreur, dénoncée d'ailleurs à l'époque par certains juifs. Et ce n'est pas en soutenant le Hamas ou le Hezbollah ou même Arafat que cela se fera. Les deux premiers manipulent le terrorisme en étant sans doute eux-mêmes manœuvrés par des pays musulmans et des services secrets occidentaux qui cherchent à vassaliser les Palestiniens. Quant à Arafat, il faut lui demander des comptes : l'Union européenne lui a versé des milliards. Où sont-ils passés ?

Bien entendu, ce ne sont pas les seules données en jeu : il ne faut pas oublier Israël.

Ethnocide ou ethnocratie ?

Israéliens et Palestiniens vivent une tragédie, mais la situation est loin d'être symétrique. Il existe d'un côté une puissance militaire majeure, soutenue par une superpuissance hégémonique, de l'autre un chapelet d'îlots où subsiste une population isolée et sans défense. Une grande partie de celle-ci vit dans de misérables camps de réfugiés et survit à une occupation militaire qui dure depuis trente-cinq ans, c'est-à-dire le temps d'une génération. Sa condition est comparable à la situation des Noirs d'Afrique du sud, au temps de l'apartheid : ces groupements humains ne sont que des colonies, même s'ils sont gratifiés de tous les emblèmes d'un État. Si certaines de leurs organisations se sont lancées dans des attentats suicides, qui relèvent assurément du terrorisme, ces actes se déroulent dans un cadre qui n'est pas celui d'une guerre, comme le disent les commentateurs, mais d'une guerre coloniale. De plus, l'invasion israélienne de leur territoire, après l'implantation systématique de colonies israéliennes dans ces enceintes, s'ajoutant aux déclarations de Sharon d'introduire dans le pays deux ou trois millions de juifs, ressemble fort à une volonté d'éliminer une population par tous les moyens possibles, voire à un ethnocide.

Le terme est-il trop fort ? Sans doute, une autorité dans le domaine de l'anthropologie, Pierre Clastres, a-t-il utilisé le mot au sujet de la destruction de la culture d'un groupe ethnique. Et il est vraisemblable que l'ethnocide culturel ait été introduit par le monothéisme, car les groupes polythéistes acceptaient l'existence d'autres divinités¹. Depuis, au nom de la religion, mais aussi du progrès ou de l'État, on a éradiqué des milliers de cultures. Tous les peuples connus sont ethnocentriques et, généralement, méprisent les autres. Seuls les monothéistes sont ethnocidaires et la civilisation capitaliste, qu'elle soit libérale comme aux États-Unis ou communiste comme en Chine, a repris cette vision hiérarchique des cultures : contrairement aux autres sociétés, le mépris ne suffit pas, il faut imposer son mode de vie.

Mais cette définition, trop large, demande à être précisée. A la différence du génocide, extermination physique d'un groupe ethnique, national, religieux ou racial, l'ethnocide peut être défini comme la destruction partielle ou totale de l'organisation politique, sociale, économique et culturelle d'un groupement humain : « l'Histoire pullule d'exemples qui montrent que l'on peut supprimer un groupement humain sans pour autant supprimer physiquement ses membres dès lors que l'on détruit toutes ses formes d'organisation ».

Il est important de clarifier la situation juridique des crimes perpétrés, mais on ne peut s'en tenir là : l'ensemble du contexte social doit être pris en compte, et c'est là que peut se révéler un

concept fort utile, celui d'ethnocratie, sans doute forgé par Oren Yiftachel, géographe, Université Ben Gourion de Beer-Sheva (Israël), qui d'ailleurs l'applique à la situation d'Israël :

« L'ETHNOCRATIE est un type de régime très répandu à travers le monde, mais il est rarement un objet d'étude dans le champ des sciences sociales. Son objectif principal est de faciliter l'expansion, "l'ethnicisation" et la domination d'une nation-ethnie (ou "groupe titulaire") sur un territoire et un État contestés. On trouve des exemples récents de régimes ethnocratiques au Sri Lanka, en Malaisie, Israël/Palestine, Estonie, Serbie ou Irlande du Nord.

Un régime ethnocratique procède de la combinaison de trois principales forces historiques et politiques en un même temps et un même lieu: (a) la colonisation, mouvement de population qui permet de contrôler un territoire étranger; il peut être externe (vers un autre État ou continent) ou interne (au sein d'un même État); (b) l'ethno-nationalisme, qui s'appuie sur le droit d'auto-détermination nationale pour justifier les vues expansionnistes de la nation-ethnie dominante; (c) la "logique ethnique" du capital, qui tend à stratifier les groupes ethniques en des ethno-classes par des procédures inévitables de mobilité des capitaux, d'immigration et de globalisation économique.

De l'action concertée de ces trois forces découlent plusieurs caractéristiques fondamentales dans la plupart des ethnocraties:

- l'ethnicité et, souvent, la religion, déterminent le partage des ressources et des pouvoirs, plutôt que la citoyenneté;
- la nation ethnique dominante s'approprie l'appareil État et donne forme au système politique, aux institutions publiques, à la géographie, à l'économie, à l'immigration, aux lois et à la culture, de façon à étendre et consolider son pouvoir sur État et le territoire; la logique ethnique de répartition du pouvoir polarise le corps politique et le système de partis;
- les frontières géopolitiques sont floues et privilégient souvent les membres du groupe ethnique dominant dans la diaspora, au détriment des minorités;
- la ségrégation des "ethno-classes" et la stratification socioéconomique sont essentielles et visent à préserver les frontières géographiques, politiques, économiques et sociales sur une base ethnique. »

Cette réflexion, appliquée au rapport entre Israël et la Palestine, comme à bien d'autres régions du monde, éclaire la situation globale et ouvre les différents axes d'une action constructive.

Conjuguer l'éthique et l'efficacité

La situation minoritaire des libertaires, le fait qu'ils ne seront nullement consultés dans les décisions quotidiennes, est aussi un atout : ils doivent s'inscrire dans le long terme et rechercher une efficacité qui corresponde à leur esprit. Le mariage du politique et de la morale constitue souvent une alliance suspecte dans le domaine des choix collectifs quotidiens; il peut en être

différemment sur le long terme, parce que les options prises ont le temps d'être réfléchies et contestées.

La valeur morale d'un acte ne tient pas aux seules intentions mais en fonction de ses conséquences. Le travail constructif est plus fécond que la dénonciation tous azimuts; et il est plus honnête de s'engager dans son propre lieu de vie que de pleurer sur les petits Chinois.

A court terme, nous pouvons réclamer l'interdiction des milices privées, comme le Bétar des sionistes², pratiquer le boycott des produits d'Israël et lutter contre la désinformation organisée par les belligérants. Nous devons un soutien aux militaires insoumis et aux partisans israéliens et palestiniens d'une entente entre les peuples. Il est temps d'organiser leur défense et de l'exprimer sur la place publique avec cette Ligue des Droits de l'homme qui, plus d'une fois, a su montrer sa dignité, avec les Pacifistes, mais aussi avec toutes les associations et personnes actives dans la défense de la dignité humaine. A la passion sadique pour les récits des guerres nous pouvons substituer les épisodes et structures qui constitueraient une histoire de la tolérance. Juifs et Arabes ont des passés fort honorables qu'ils pourraient redécouvrir. Mais commençons par balayer devant notre porte: luttons sans relâche contre l'antisémitisme et le complexe de supériorité à l'égard des Arabes.

Enfin, à long terme, l'autonomie des personnes sur l'ensemble du territoire palestinien ne peut s'entendre que dans une structure fédérative à laquelle tous participent sur des bases affinitaires plutôt qu'ethniques, même si celles-ci se recoupent souvent. Plutôt que de voir deux populations s'exterminer, n'est-ce pas la seule solution viable ? Le passé ne revient jamais, mais les peuples changent. Qui aurait pu prédire, il y a moins d'un siècle, que des pays comme l'Allemagne et la France échangent leurs jeunesses et leurs savoirs, et même qu'ils formeraient une Union supérieure à leurs États respectifs ? Un avenir acceptable n'est possible que s'il est déjà intensément désiré.

★ Ronald Creagh

18 avril 2002

(1) Les récits des missionnaires chrétiens sont remplis de narrations sur leurs conflits avec les "sorciers" et autres magiciens, et il suffit de se rendre à Bethléem pour voir les rivalités séculaires de ces divers monothéismes.

(2) En France, par exemple, il est autorisé depuis 1923.

Du côté de la gauche israélienne

Interview de Michel Warschawski, du centre d'information alternative

"Aujourd'hui, jeudi 4 avril, je viens d'apprendre que l'armée israélienne est entrée dans la basilique de la Nativité à Bethléem, geste tabou. Qui dit que demain ils ne seront pas prêts à

monter un attentat contre la mosquée d'al-Aqsa et à se mettre à dos un milliard de musulmans? Et ça, ça ne serait jamais pardonné. Ce n'est pas une journée d'espoir. Je suis, je ne veux pas dire désespéré, mais extrêmement angoissé de ce qui va se passer dans les jours à venir.

Le bureau de Bethléem du Centre d'information alternative, que je préside, a été saccagé avant-hier par l'armée. Tsahal saccage tout sur son passage, écrabouille les voitures, renverse les poteaux électriques, et dans les bâtiments qu'elle veut investir, elle place des explosifs sans même frapper à la porte. Les exécutions sommaires de Palestiniens par l'armée sont confirmées de part et d'autre, y compris par des sources fiables, mais il est impossible d'avoir un chiffre exact. Des personnes ont été tuées à bout portant, d'une balle dans la tempe. L'un des collègues de notre centre de Bethléem m'a raconté avoir ainsi vu le corps du chef d'orchestre de la police palestinienne. Pas le genre à se promener avec un bazooka. J'ai aussi parlé avec le directeur de l'hôpital de Bethléem, qui m'a dit que jamais son hôpital n'a été aussi calme, parce que les ambulances ne peuvent pas y parvenir. Comme il a de l'humour, quand je lui ai demandé "Alors, qu'est-ce que vous faites?", il m'a répondu "On joue aux cartes."

Depuis un an et demi, il y a un recul dramatique de l'opinion publique israélienne en terme de mobilisation. Mais l'horreur de ce que les gens ont vu et entendu est en train de recréer un sentiment d'urgence. Il y a des rassemblements permanents devant le bureau du Premier ministre, des manifestations devant le ministère de la Défense quasi tous les jours... Il faut sortir de la routine de la protestation habituelle. De même que l'armée a rappelé ses réservistes, il faut que nous rappelions les nôtres, ceux qui sont d'accord mais qui sont fatigués, ceux qui disent "Je viendrai la prochaine fois"... Il y a un nombre significatif d'Israéliens qui savent que, s'ils ne réagissent pas, s'ils ne manifestent pas leur colère, leur rejet de cette politique, ils deviennent complice.

Or, des crimes de guerre sont commis quotidiennement. Même le procureur de l'armée, responsable du département juridique de l'armée, a envoyé, il y a à peu près un mois, avant la dernière offensive, un rapport au chef du secteur opérationnel en le mettant en garde contre les dangers collatéraux résultant d'un usage disproportionné des moyens et de l'objectif. C'est pourtant une des règles des conventions internationales qui régissent la guerre. Ce qui est surprenant, c'est qu'on en parle plus en Israël que dans les médias internationaux. Le mouvement des soldats a beaucoup fait pour cela. Des tracts ont été distribués aux soldats et réservistes leur disant: "Attention! Attention! Tel et tel acte sont des crimes de guerre, selon la convention de Genève. Tu as non seulement le droit mais le devoir, d'après la loi israélienne, de dire non."

Aujourd'hui, j'ai le sentiment qu'Israël est une machine folle, avec des conducteurs ivres qui brûlent tous les feux rouges, en fonçant droit dans le gouffre. La meilleure biographie d'Ariel Sharon s'appelle d'ailleurs "Il ne s'arrête pas aux feux rouges". C'est exactement ce que nous sommes en train de vivre. Si on ne met pas un mur devant lui, on n'arrivera pas à l'arrêter. C'est nous, les Israéliens, qui sommes avec lui dans l'autobus, qui devons le stopper. Ainsi que la communauté internationale. Les militants pacifistes ne prétendent pas remplacer ce que devraient faire les États, l'ONU, l'Europe. Ces missions ne s'appellent pas "missions de protection du peuple palestinien", mais de façon, à mon avis très pertinentes, "missions civiles pour la protection du peuple palestinien".

Ce qui motive ceux qui viennent à Ramallah, Bethléem ou Naplouse rejoint les motivations des brigades internationales pendant la guerre d'Espagne, mais il y a une différence fondamentale: les brigadistes étaient venus se battre, armes à la main. Les missions civiles viennent protester, témoigner, parfois s'interposer. Les Palestiniens n'ont pas demandé de soutien militaire. Ils demandent une protection.

Il y a une semaine, je n'aurais pas imaginé, non pas que Sharon soit capable de faire ce qu'il fait, ni que Shimon Peres soit assez lâche pour le laisser faire, mais que la communauté internationale laisse les choses parvenir là où elles en sont.

Les États-Unis ont encouragé Sharon, cela s'inscrit dans leur croisade contre le Mal. La réalité américaine est bornée, rétrograde. Ils se voient comme la force du bien, et le tiers-monde - et surtout le monde islamique - comme un monde de sauvages, qu'il faut dans le meilleur des cas mater, et dans le pire réprimer. Georges Bush est un cow-boy. Il est dans un western, profondément. Ce n'est pas une tactique, c'est une philosophie, une façon d'être.

La semaine prochaine, je repars en Israël. Je vais prendre la mesure des dégâts. Prendre des nouvelles. Je vais consacrer beaucoup d'efforts au mouvement des soldats réfractaires qui refusent de servir dans les territoires occupés, mouvement dont j'ai été l'un des initiateurs pendant la guerre du Liban. Je ne suis plus réserviste, j'ai passé l'âge, mais le directeur du centre à Jérusalem est actuellement en prison, car lui-même réserviste réfractaire. Il y a beaucoup à faire. C'est très important. Tout au long des dix-huit derniers mois, des soldats se sont retrouvés en taule pour refus d'obéir. Il y a eu un déclic il y a trois mois, un saut qualitatif créé par la violence de la répression. De nouveaux soldats nous rejoignent, qui n'avaient pas signé la pétition un an plus tôt. Confrontés à la réalité, y compris de ce qu'eux-mêmes ont été amenés à faire, ils disent maintenant que trop, c'est trop."

Propos recueillis par Jade Lindgaard, parus dans Les Inrockuptibles, 10/4/2002.

Président du centre d'information alternative de Jérusalem, militant pacifiste et vieux compagnon de route de la lutte pour la création d'un État palestinien, Michel Warschawski vient de publier "Sur la frontière" (Stock).

- ★ Alternative Information Center: www.alternativenews.org
- ★ Pétition des soldats qui refusent de servir: www.seruv.org.il

Soutenir les objecteurs et réfractaires en Israël

Plus de deux cents officiers de réserve ont refusé publiquement de servir dans les territoires occupés. Plus de deux mille personnes ont signé leur pétition de soutien. Ces actes d'objection de conscience et les manifestations contre l'occupation marquent une volonté de paix immédiate de la part d'une partie de plus en plus importante de la population.

Heggai Teger, objecteur, a été incarcéré près de Haïfa. Amit Gal, l'un des signataires de la lettre des officiers, a été condamné à vingt-huit jours de prison, le 25 février, pour avoir refusé

d'intervenir militairement dans la bande de Gaza. Igal Rosenberg, déjà condamné à vingt et un jours de prison, a connu, le 26 février, une seconde condamnation à vingt-huit jours de prison. Sharon Shmila, officier de réserve alors en service, a été condamné à vingt-huit jours de prison pour refus d'aller dans les territoires occupés. David Hlam Herson a lui aussi été condamné à vingt-huit jours de prison pour refus de servir en Cisjordanie. Il entend ne pas prendre part à la campagne de répression contre le peuple palestinien.

En Europe

A Bruxelles, l'Internationale des résistants à la guerre organise un séminaire sur les buts et stratégies pour l'objection de conscience, du 8 au 14 mai 2002, suivi d'une manifestation le 15 mai, journée internationale de l'objection. Ce séminaire international aura pour thème la situation de l'objection dans les Balkans, en Grèce et en Turquie, pays comportant des similitudes dans ce domaine. Il s'agit de développer des stratégies permettant de débloquer la situation des mouvements de réfractaires dans ces pays. Des militants des sections de l'IRG et des groupes d'objecteurs européens animeront ce travail, auquel tous les membres de l'UPF sont conviés.

★ Info

Forum voor Vrede Aktie, 35 rue Van Elewijck, 1050 Bruxelles, 640.19.98.

★ Source

Journal de l'Union pacifiste, section française de l'Internationale des résistants à la guerre, avril 2002

Protestations des femmes

Chaque vendredi à 13 heures, Square de France à Jérusalem, les Femmes en noir protestent contre l'occupation par l'armée israélienne des territoires palestiniens. Cette association, créée en 1987 par des citoyennes d'Israël, Juives ou Arabes palestiniennes, demande face à la gravité de la situation la mobilisation des femmes d'Europe contre la guerre.



Nuit de pâques

La nuit passée, six ou sept gamins de rue se sont bien défoulés sur ce qu'ils croient être leur ennemi. En deux minutes, la messe était dite. La douleur est toujours là. La rancœur, je ne sais pas; probablement pas envers qui on aurait pu s'attendre.

L'un d'eux était sans doute un de mes anciens élèves, ou un proche de l'un d'eux. Le « prof d'histoire » qui a « fait doubler » certains élèves devait « assumer ». J'ai bien exercé cette fonction de professeur d'histoire, c'est vrai. Je n'ai fait doubler personne, car un prof ne fait pas doubler; il constate une défaillance. Je n'ai pas l'intention d'assumer, notamment parce que cela

fait maintenant plusieurs mois que, écœuré, j'ai renoncé à ce qui reste un beau métier, presque impossible à exercer. Leurs « justifications » n'avaient pas de sens, du moins en apparence.

Car je sais (certains diront que je crois savoir) ce que cache ce qui m'est arrivé, et c'est pour cela que je ne porterai pas plainte. Celui qui s'est fait taper dessus, avec violence et sans qu'il y ait eu intention de voler quelque chose, c'est le rouage d'un système. Bien malgré moi, je suis le représentant d'une société qui, sclérosée, odieuse, hypocrite, pauvre d'humanisme et de solidarité, abreuve ses perdants d'images de réussite et de consumérisme, d'un côté, et, de l'autre, interdit (pas en droit, mais en fait) à toute une frange de sa population d'accéder légalement aux faux rêves qu'elle lui inculque. Et cette frange lui sert de matelas, bien confortable, pour justifier, encore et encore, plus de pognon à la sécurité, à la magistrature, moins de moyens à la solidarité.

Cette nuit, les gars, vous vous l'êtes fait, le prof d'histoire. Vous ne l'avez pas tué et, merde aux cons, vous ne l'avez pas transformé en facho pro sécuritaire comme certains l'espèrent. Non. Je ne désire pas le revivre, non, mais cette nuit, j'ai simplement pris dans la gueule l'argument qui justifie ma lutte contre cette monstrueuse société antidémocratique et débilitante dans laquelle certains exploitent et d'autres saignent et se sentent obligés de faire saigner. Je refuse le jeu des J.T. alarmistes et des manchettes racistes et malsaines de certains journalistes. Je refuse de me joindre au chœur des partis sans imagination qui pensent trouver la solution dans le système carcéral et dans la jungle répressive.

De même que, par erreur, ils n'ont identifié en moi qu'une pièce vulnérable de ce qu'ils estiment être la cause de leur condition, je refuse de m'attaquer à eux, comme on s'attaque stupidement à une fièvre sans en faire disparaître les causes. Ces causes que sont les inégalités sociales et les frustrations nées de la négation de toute autre idéologie que celle de la consommation. Je devrais peut-être me battre sur les deux plans, comme un ami me l'a conseillé, mais, pour marquer le coup, je refuse de faire entrer ma pauvre aventure dans les statistiques qui alimenteront les prochaines revendications pourries du « tout au répressif ».

★ Thierry

Poing final

LE PEN AU SECOND TOUR, ON CAUCHEMARDE?

Contre les faux choix, l'alternative c'est les luttes sociales !

Pas de quartier pour les fachos, les idées racistes, sécuritaires et libérales ***Mobilisation générale***

Droite et gauche récoltent ce qu'ils ont semé.

Après avoir repris l'ensemble des thématiques de l'extrême droite sur l'immigration ou l'insécurité, il n'est pas étonnant que les électeurs aient préféré l'original à la copie. Le lepénisation des esprits que nous avons décrit dès les années 80 a fait son chemin et nous n'accepterons pas le faux choix qui va nous être proposé dans les prochaines semaines.

Non la république n'est pas en danger ! Mais ce qui est danger ce sont toutes les idées d'égalité, de solidarité de justice sociale qui ont été depuis des années mis au rebus par les forces politiques de la gauche plurielle et bien sûr de la droite. Et on entend encore cette gauche plurielle appeler à voter Chirac, celui qui parlait du "bruit et des odeurs". Quelle honte, quelle amnésie, quelle incapacité à comprendre ce qui s'est passé lors de ce vote.

Le fascisme ne se détruit pas dans les urnes mais dans les luttes.

En 95 Chirac rencontrait Le Pen pour lui quémander ses voix. En 2002, il nous fait le coup de la république en danger alors qu'il a annoncé la couleur de renforcer encore les mesures répressives et sécuritaires, de libéraliser encore plus, de fragiliser les conditions de vie des gens les plus pauvres...

Alors combattre Le Pen, c'est construire ce mouvement social, alternatif qui s'exprime depuis des années dans de nombreux combats : contre la mondialisation capitaliste, pour la régularisation des sans-papiers, pour la liberté de circulation et d'installation, contre le productivisme, contre la criminalisation du mouvement social, contre la précarité, pour la gratuité des services sociaux et un revenu garanti, pour l'utilisation sociale du travail, pour d'autres conditions d'habitat, etc.

La démocratie ne protège pas de l'extrême droite. Aujourd'hui en Europe, cette dernière est présente dans de nombreux gouvernements : Italie, Autriche, Danemark...

C'est pied à pied dans les luttes sociales, dans tous les lieux et espaces que nous devons nous opposer et faire vivre collectivement des alternatives, et offrir d'autres choix que celui d'un nationalisme xénophobe.

Partout, nous devons affirmer notre présence. Nous devons occuper le terrain, être actif, manifester, et avec toutes celles et ceux qui ont manifesté leur opposition à la gauche libérale (soit dans le vote de l'extrême gauche, soit dans les abstentions - record dans les quartiers populaires -, soit dans les votes blancs) construire ce mouvement qui en appelle à un Autre Monde, à une Alternative sociale, d'émancipation, de liberté et de justice.

★ No Pasaran

Solidaires-Egalitaires-Libertaires

21 ter, rue Voltaire 75011 Paris

Tel: 0611290215 - email: reflex@ecn.org

